

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ÎLE-DE-FRANCE**

Société anonyme à directoire et à conseil d'orientation et de surveillance au capital de 1 476 294 680 €.

Siège social : 19, rue du Louvre, 75001 Paris.

382 900 942 R.C.S. Paris.

**A. — Comptes individuels annuels au 31 décembre 2017.****I. — Bilan et hors bilan.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales		202 585	208 972
Effets publics et valeurs assimilées	3.3	2 685 027	2 963 115
Créances sur les établissements de crédit	3.1	11 730 952	11 686 156
Opérations avec la clientèle	3.2	32 770 005	30 633 798
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	6 457 633	5 855 364
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	84 499	81 068
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	52 809	47 566
Parts dans les entreprises liées	3.4	1 447 886	1 443 344
Immobilisations incorporelles	3.6	39 351	40 868
Immobilisations corporelles	3.6	362 798	374 435
Autres actifs	3.8	874 839	978 247
Comptes de régularisation	3.9	637 421	512 452
Total de l'actif		57 345 805	54 825 385

Hors bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1	5 696 140	5 052 837
Engagements de garantie	4.1	1 315 866	1 135 079
Engagements sur titres		0	0

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	8 116 765	9 608 366
Opérations avec la clientèle	3.2	42 790 794	39 293 290
Dettes représentées par un titre	3.7	163 071	6 235
Autres passifs	3.8	1 207 439	949 255
Comptes de régularisation	3.9	880 643	956 789
Provisions	3.10	263 410	253 381
Dettes subordonnées	3.11	312 485	312 485
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.12	67 745	67 745
Capitaux propres hors FRBG	3.13	3 543 453	3 377 839
Capital souscrit		1 476 295	1 476 295
Primes d'émission		469 567	469 567
Réserves		1 115 455	1 096 170
Report à nouveau		290 687	142 956
Résultat de l'exercice (+/-)		191 449	192 852
Total du passif		57 345 805	54 825 385

Hors bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1	0	1 000 000
Engagements de garantie	4.1	321 248	332 181
Engagements sur titres		4 131	12 979

**II. — Compte de résultat.**

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	5.1	1 202 274	1 319 295
Intérêts et charges assimilées	5.1	-671 509	-770 211
Revenus des titres à revenu variable	5.3	51 188	38 969
Commissions (produits)	5.4	446 063	464 083
Commissions (charges)	5.4	-70 832	-68 932
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5	9 372	-8 718
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6	30 262	15 189
Autres produits d'exploitation bancaire	5.7	29 732	33 943
Autres charges d'exploitation bancaire	5.7	-44 035	-26 987
Produit net bancaire		982 515	996 631
Charges générales d'exploitation	5.8	-650 757	-649 646
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-34 891	-35 312
Résultat brut d'exploitation		296 867	311 673
Coût du risque	5.9	-44 884	-36 485
Résultat d'exploitation		251 983	275 188
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10	-7 214	-5 120
Résultat courant avant impôt		244 769	270 068
Impôt sur les bénéfices	5.12	-53 320	-77 216
Résultat net		191 449	192 852

**III. — Annexes aux comptes sociaux.**

## Note 1. – Cadre général.

1.1. Le Groupe BPCE - Le Groupe BPCE (L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE) dont fait partie l'entité Caisse d'Epargne Île-de-France comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne - Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE - Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

— Les principales filiales de BPCE, dont NATIXIS, société cotée détenue à 71,0227 % sont organisées autour de trois grands pôles :

- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International et les activités Assurance de NATIXIS) ;
- la Banque de Grande Clientèle ;
- et la Gestion d'actifs et de fortune.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. Mécanisme de garantie - Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banque Populaire, le Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'Euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'Euros, effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181,3 millions d'Euros au 31 décembre 2017.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

La constitution par une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne d'un dépôt donne lieu à l'affectation au fonds pour risques bancaires généraux de cet établissement d'un montant identifié équivalent, exclusivement au titre du système de garantie et de solidarité.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. Evénements significatifs -Opérations de titrisation interne au Groupe BPCE. — Au 30 juin 2017, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 22 mai 2017.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (10,5 milliards d'Euros) à BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et in fine une souscription, par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par les entités ad hoc. Elle prolonge les opérations BPCE Master Home Loans mises en place en mai 2014 et mai 2016, toujours en vie, basées sur une cession de prêts immobiliers et des prêts personnels, et complète ainsi de manière similaire la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cette opération permet de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème tout en diversifiant les actifs apportés à ce genre d'opérations.

A ce titre, la Caisse d'Epargne Ile-de-France a participé à cette opération à hauteur de 1 121 972 milliers d'Euros.

Amende Echange Image-Chèque (« EIC ») - La Cour d'appel de Paris a rendu le 21 décembre 2017 un avis défavorable aux banques sur le dossier de l'amende Echange Image-Chèque (« EIC »). L'arrêt confirme par conséquent la décision de 2010 de l'Autorité de la concurrence qui considère que la mise en place de la commission EIC constitue une pratique anticoncurrentielle par objet.

La Caisse d'Epargne Ile-de-France a ainsi constitué une provision de 6,5 millions d'Euros dans ses comptes 2017, représentant sa quote-part de l'amende du Groupe BPCE.

**Surtaxe d'IS de 15 % pour la CEIDF** - La première loi de finances rectificative pour 2017 définitivement adoptée a instauré dans son article premier une contribution exceptionnelle et une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés. Le taux de la contribution exceptionnelle et de la contribution additionnelle varie selon le chiffre d'affaires (CA) de la société. Pour la Caisse d'Epargne Ile-de-France, dont le CA est supérieur à

1,1 milliard d'Euros, cela correspond à une majoration de 15 % soit un impact de 8,7 millions d'Euros d'impôts supplémentaires.

1.4. Evénements postérieurs à la clôture - Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu susceptible d'impacter les comptes de l'établissement.

#### Note 2. – Principes et méthodes comptables.

2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de la Caisse d'Epargne Ile-de-France sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2. Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2017.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

— Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1. Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en Euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au

comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées. — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses. — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchuées de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension. — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation. — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires et pour lequel les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance, il est constaté sous forme de provision au passif.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.3. Opérations de crédit-bail et de locations simples. — L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier I.E. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

**2.3.4. Titres.** — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

**Titres de transaction.** — Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

À la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

**Titres de placement.** — Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

**Titres d'investissement.** — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

**Titres de l'activité de portefeuille.** — L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

À la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

**Titres de participation et parts dans les entreprises liées.** — Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

À la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme. — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Reclassement d'actifs financiers. — Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

— Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

— Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

2.3.5. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Immobilisations incorporelles. — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail ne sont pas amortis.

Immobilisations corporelles. — Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

— Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Éléments de signalétique et façade	10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en Euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

Dettes subordonnées. — Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux. — Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

Avantages à court terme. — Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

Avantages à long terme. — Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Indemnités de fin de contrat de travail. — Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

Avantages postérieurs à l'emploi. — Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement. — Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

— Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

— l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

— l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

— Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

— l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

— l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.



Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

Instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes. — Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

— Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles. — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Intérêts et assimilés. — Commissions - Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

— Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

— Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Revenus des titres. — Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

Impôt sur les bénéfices. — Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Caisse d'Epargne Ile-de-France a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice ainsi qu'à la provision pour impôts sur les GIE fiscaux.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 58 990 milliers d'Euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 300 milliers d'Euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 57 690 milliers d'Euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2017, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2017. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 8 447 milliers d'Euros dont 7 180 milliers d'Euros comptabilisés en charge et 1 267 milliers d'Euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 4 194 milliers d'Euros.

#### Note 3. – Informations sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

#### 3.1. Opérations interbancaires :

<b>ACTIF (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Créances à vue	241 246	245 615
Comptes ordinaires	241 246	245 614
Valeurs non imputées	0	1
Créances à terme	11 428 064	11 354 578
Comptes et prêts à terme	11 426 503	11 272 017
Prêts subordonnés et participatifs	1 561	82 561
Valeurs et titres reçus en pension à terme	0	0
Créances rattachées	61 642	85 963
Créances douteuses	0	0
Dépréciations des créances interbancaires	0	0
<b>Total</b>	<b>11 730 952</b>	<b>11 686 156</b>

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 241 011 milliers d'Euros à vue et 4 914 392 milliers d'Euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 6 236 257 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

<b>PASSIF (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Dettes à vue	123 587	379 147
Comptes ordinaires créditeurs	71 296	71 417
Comptes et emprunts au jour le jour	0	250 000
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour	0	0
Autres sommes dues	52 291	57 730
Dettes à terme	7 951 776	9 148 433
Comptes et emprunts à terme	7 918 345	8 913 261
Valeurs et titres donnés en pension à terme	33 431	235 172
Dettes rattachées	41 402	80 787
<b>Total</b>	<b>8 116 764</b>	<b>9 608 366</b>

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 12 435 milliers d'Euros à vue et 5 618 969 milliers d'Euros à terme.

### 3.2. Opérations avec la clientèle :

#### 3.2.1. Opérations avec la clientèle :

<b>ACTIF (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Comptes ordinaires débiteurs	222 284	176 072
Créances commerciales	59 782	38 839
Crédits à l'exportation	1 961	2 875
Crédits de trésorerie et de consommation	2 785 942	2 527 010
Crédits à l'équipement	10 096 326	9 669 013
Crédits à l'habitat	19 038 547	17 680 050
Autres crédits à la clientèle	11 767	10 456
Prêts subordonnés	41 418	42 131
Autres	93 099	77 839
Autres concours à la clientèle	32 351 126	30 224 285
Créances rattachées	115 917	116 911
Créances douteuses	601 092	588 176
Dépréciations des créances sur la clientèle	-298 130	-295 574
<b>Total</b>	<b>32 770 005</b>	<b>30 633 798</b>
Dont créances restructurées	438	796
Dont créances restructurées reclassées en encours sains	315	495

Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne se montent à 8 924 157 milliers d'Euros.

La diminution du poste « Crédits à l'habitat » s'explique par la participation de 1 121 972 milliers d'Euros à l'opération « Titrisation » décrite en note 1.3.

<b>PASSIF (En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Livret A	13 137 760	12 869 954
PEL / CEL	8 368 820	8 185 973
Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)	6 134 709	6 107 301
Dont livrets B	3 321 270	3 298 016
Dont LDD	1 794 705	1 775 860
Dont LEP / PEP	657 037	692 169
Dont Livrets Jeune	213 092	220 309
Dont Autres	148 604	120 947
Comptes d'épargne à régime spécial	27 641 289	27 163 228
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	15 038 105	12 036 101
Dépôts de garantie	1 805	1 110
Autres sommes dues	53 068	29 243
Dettes rattachées	56 527	63 608
<b>Total</b>	<b>42 790 794</b>	<b>39 293 290</b>

— Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2017</b>			<b>31/12/2016</b>		
	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>Total</b>	<b>A vue</b>	<b>A terme</b>	<b>Total</b>
Comptes ordinaires créditeurs	12 603 420	////	12 603 420	10 614 974	////	10 614 974
Emprunts auprès de la clientèle financière	0	37 860	37 860	0	57 130	57 130
Autres comptes et emprunts	0	2 396 825	2 396 825	0	1 363 997	1 363 997
<b>Total</b>	<b>12 603 420</b>	<b>2 434 685</b>	<b>15 038 105</b>	<b>10 614 974</b>	<b>1 421 127</b>	<b>12 036 101</b>

#### 3.2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique :

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>Créances saines</b>	<b>Créances douteuses</b>		<b>Dont créances douteuses compromises</b>	
		<b>Brut</b>	<b>Dépréciation individuelle</b>	<b>Brut</b>	<b>Dépréciation individuelle</b>

Société non financières	9 015 761	281 851	-154 869	184 992	-130 890
Entrepreneurs individuels	1 010 872	38 440	-12 380	21 688	-12 380
Particuliers	16 644 936	270 583	-125 728	28 650	-28 385
Administrations privées	337 454	6 410	-3 834	5 888	-3 834
Administrations publiques et Sécurité Sociale	5 250 404	1 916	-680	0	0
Autres	207 615	1 892	-639	434	-215
Total au 31/12/2017	32 467 042	601 092	-298 130	241 652	-175 704
Total au 31/12/2016	30 341 196	588 176	-295 574	289 699	-170 516

## 3.3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable :

## 3.3.1. Portefeuille titres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Valeurs brutes	1 265 528	1 406 762	2 672 290	472 712	2 478 430	2 951 142
Créances rattachées	6 770	11 479	18 249	2 523	16 115	18 638
Dépréciations	-315	-5 197	-5 512	-1 014	-5 651	-6 665
Effets publics et valeurs assimilées	1 271 983	1 413 044	2 685 027	474 221	2 488 894	2 963 115
Valeurs brutes	656 867	5 728 956	6 385 823	777 346	5 019 773	5 797 119
Créances rattachées	73 015	447	73 462	62 877	572	63 449
Dépréciations	-1 652	0	-1 652	-5 203	-1	-5 204
Obligations et autres titres à revenu fixe	728 230	5 729 403	6 457 633	835 020	5 020 344	5 855 364
Montants bruts	88 484	///	88 484	85 205	///	85 205
Créances rattachées	0	///	0	0	///	0
Dépréciations	-3 985	///	-3 985	-4 137	///	-4 137
Actions et autres titres à revenu variable	84 499	///	84 499	81 068	///	81 068
Total	2 084 712	7 142 447	9 227 159	1 390 309	7 509 238	8 899 547

Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement à l'opération « Titrisation » du Groupe BPCE (voir note 1.3)

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 2 672 184 milliers d'Euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 7 144 636 milliers d'Euros.

— Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	166 333	147 753	314 086	184 020	169 186	353 206
Titres non cotés	36 682	1 696 942	1 733 624	56 924	677 173	734 097
Titres prêtés	1 717 413	5 285 825	7 003 238	1 002 899	6 646 192	7 649 091
Créances rattachées	79 786	11 926	91 712	65 399	16 686	82 085
Total	2 000 214	7 142 446	9 142 660	1 309 242	7 509 237	8 818 479
Dont titres subordonnés			0	6 352		6 352

3 879 063 milliers d'Euros d'obligations sénières souscrites dans le cadre de l'opération « Titrisation » ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (contre 4 337 600 milliers au 31 décembre 2016).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 1 652 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 5 979 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 158 820 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 111 713 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 207 343 milliers d'Euros au 31 décembre 2017. Au 31 décembre 2016, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 295 687 milliers d'Euros.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 198 633 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 27 211 milliers d'Euros au 31 décembre 2016. Par ailleurs, aucune dépréciation n'est constatée au titre du risque de contrepartie sur les titres d'investissement au 31 décembre 2017, comme au 31 décembre 2016.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 2 690 748 milliers d'Euros au 31 décembre 2017.

— Actions et autres titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Titres cotés	27 468	0	27 468	32 901	0	32 901
Titres non cotés	57 031	0	57 031	48 167	0	48 167

Total	84 499	0	84 499	81 068	0	81 068
-------	--------	---	--------	--------	---	--------

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 31 568 milliers d'Euros d'OPCVM au 31 décembre 2017 (contre 44 466 milliers d'Euros d'OPCVM au 31 décembre 2016).

Pour les titres de placement, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 3 985 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 4 136 milliers d'Euros au 31 décembre 2016.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 4 260 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 20 898 milliers au 31 décembre 2016.

### 3.3.2. Evolution des titres d'investissement :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Achats	Remboursements	Décotes / surcotes	Autres variations	31/12/2017
Effets publics	2 488 894	0	-948 000	-4 545	-123 305	1 413 044
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 020 344	2 871 444	-2 162 260	0	-125	5 729 403
Total	7 509 238	2 871 444	-3 110 260	-4 545	-123 430	7 142 447

Les achats de titres d'investissement s'expliquent par le réinvestissement à hauteur de 2 871 443 milliers d'Euros sur la titrisation des crédits immobiliers 2014 suite à la tombée d'échéance des titres seniors et subordonnés à hauteur de 2 157 259 milliers d'Euros.

### 3.3.3. Reclassements d'actifs :

— En application des dispositions du règlement susmentionné afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement », la Caisse d'Epargne Ile-de-France a opéré des reclassements d'actifs en 2011 :

Type de reclassement (En milliers d'Euros)	Montant reclassé à la date du reclassement			Plus ou moins- value latente qui aurait été comptabilisée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Moins-value latente qui aurait été provisionnée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Résultat de l'année sur les titres reclassés
	Années précédentes	Titres échus au 31/12/2017	31/12/2017			
Titres de placement à titre d'investissement	1 654 543	-598 000	1 056 543	0	0	43 660

Au cours des deux derniers exercices, aucun transfert n'a été opéré.

### 3.4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme.

#### 3.4.1. Évolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Participations et autres titres détenus à long terme	48 457	5 660	-485	53 632
Parts dans les entreprises liées	1 727 080	5 723	0	1 732 803
Valeurs brutes	1 775 537	11 383	-485	1 786 435
Participations et autres titres à long terme	-891	-309	377	-823
Parts dans les entreprises liées	-283 736	-1 948	767	-284 917
Dépréciations	-284 627	-2 257	1 144	-285 740
Immobilisations financières nettes	1 490 910	9 126	659	1 500 695

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 829 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 comme au 31 décembre 2016.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'association au fonds de garantie des dépôts pour 11 339 milliers d'Euros et les certificats d'associés pour 12 754 milliers d'Euros.

La valeur des titres de l'organe central a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Au 31 décembre 2017, la valeur nette comptable s'élève à 1 211 760 milliers d'Euros pour les titres BPCE.

#### 3.4.2. Tableau des filiales et participations :

— Les montants sont exprimés en milliers d'Euros.

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette

A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50%)					
BCP	120 748		80,10%	137 167	137 167
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)					
BPCE	155 742	15 364 967	6,96%	1 493 344	1 211 760
SPPICAV AEW FONCIERE ECUREUIL	163 648	6 148	19,63%	32 126	32 126
CE HOLDING PROMOTION	349 465	230 058	16,47%	57 543	57 543
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)				4	4
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations et Certificat d'Associés				18 450	18 450
Participations dans les sociétés françaises				37 967	40 571
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

Filiales et participations	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI	Montants des cautions et avals donnés par la société	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50%)					
BCP	428 226				6 766
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)					
BPCE	243 791		384 157	461 436	24 350
SPPICAV AEW FONCIERE ECUREUIL	19 035			8 899	2 048
CE HOLDING PROMOTION			7 059	3 829	4 094
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)	0				
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations et Certificat d'Associés					
Participations dans les sociétés françaises	26 626				
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

## 3.4.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable :

Dénomination	Siège	Forme juridique
MIRAE	42, boulevard Eugène Deruelle - 69003 LYON	SNC
Diderot Financement 2	88, avenue de France - 75013 PARIS	SNC
Ecureuil 5 rue Masseran	5, rue Masseran - 75007 PARIS	SNC

## 3.4.4. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	Établissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2017	31/12/2016
Créances	3 640 930	27 941	3 668 871	3 220 663
Dont subordonnées	0	0	0	83 477
Dettes	5 563 223	76 233	5 639 456	7 056 329
Dont subordonnées	0	0	0	0
Engagements donnés	1 391	139 282	140 673	154 418
Engagements de financement	0	1 412	1 412	1 412
Engagements de garantie	1 391	137 870	139 261	153 006
Autres engagements donnés	0	0	0	0
Total	9 205 544	243 456	9 449 000	10 431 410

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

3.5. Opérations de crédit-bail et de locations simples. — Le bilan de la Caisse d'Epargne Ile-de-France n'enregistre pas d'encours résultant d'opérations de crédit-bail et de location simple.

3.6. Immobilisations incorporelles et corporelles :

3.6.1. Immobilisations incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2017
Valeurs brutes	50 935	37	-454	0	50 518
Droits au bail et fonds commerciaux	40 158	0	-393	0	39 765
Logiciels	10 777	37	-61	0	10 753
Amortissements et dépréciations	-10 066	-1 161	60	0	-11 167
Logiciels	-10 066	-511	60	0	-10 517
Dépréciations	0	-650	0	0	-650
Total valeurs nettes	40 869	-1 124	-394	0	39 351

3.6.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Autre mouvement	31/12/2017
Valeurs brutes	799 447	37 928	-22 046	0	815 329
Immobilisations corporelles d'exploitation	789 243	37 928	-21 704	0	805 467
Terrains	160 502	312	-97	0	160 717
Constructions	487 518	11 666	-2 821	0	496 363
Parts de SCI	245	0	0	0	245
Autres	140 978	25 950	-18 786	0	148 142
Immobilisations hors exploitation	10 204	0	-342	0	9 862
Amortissements et dépréciations	-425 012	-33 846	6 328	0	-452 531
Immobilisations corporelles d'exploitation	-418 848	-33 729	6 105	0	-446 473
Constructions	-297 526	-25 348	2 708	0	-320 166
Parts de SCI	-236	-3	0	0	-239
Autres	-121 086	-8 378	3 397	0	-126 068
Immobilisations hors exploitation	-6 164	-117	223	0	-6 058
Total valeurs nettes	374 435	4 082	-15 718	0	362 798

3.7. Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse et bons d'épargne	2 734	5 529
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	160 000	0
Dettes rattachées	337	706
Total	163 071	6 235

3.8. Autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	38 594	0	12 090	0
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	234	234	290	290
Créances et dettes sociales et fiscales	8	90 362	0	89 605
Dépôts de garantie reçus et versés	618 928	508	777 917	1 121
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	217 075	1 116 335	187 950	858 239
Total	874 839	1 207 439	978 247	949 255

3.9. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	0	0	0	0

Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	4 153	5 502	4 823	3 899
Charges et produits constatés d'avance	57 374	206 534	48 343	204 399
Produits à recevoir/Charges à payer	146 408	294 045	132 778	363 456
Valeurs à l'encaissement	365 756	364 223	290 789	371 734
Autres	63 730	10 339	35 719	13 301
<b>Total</b>	<b>637 421</b>	<b>880 643</b>	<b>512 452</b>	<b>956 789</b>

## 3.10. Provisions :

## 3.10.1. Tableau de variations des provisions :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	Autres	31/12/2017
Provisions pour risques de contrepartie	50 034	11 362	0	-6 476	0	54 920
Provisions pour engagements sociaux	29 069	3 745	-2 166	-14 342	0	16 307
Provisions pour PEL/CEL	80 961	0	0	-1 182	0	79 779
Provisions pour litiges	29 800	31 597	-1 066	-7 526	0	52 806
Portefeuille titres et instruments financiers à terme	30 365	0	-4 733	-9 000	0	16 633
Provisions pour impôts	1 655	0	-119	0	0	1 536
Autres	31 497	17 209	-2 749	-4 526	0	41 429
Autres provisions pour risques	63 517	17 209	-7 601	-13 526	0	59 598
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>253 381</b>	<b>63 913</b>	<b>-10 832</b>	<b>-43 051</b>	<b>0</b>	<b>263 410</b>

## 3.10.2. Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Dotations (3)	Utilisations	Reprises (3)	Autres mouvements	31/12/2017
Dépréciations sur créances sur la clientèle	295 574	284 635	0	-282 026	-53	298 130
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	295 574	284 635	0	-282 026	-53	298 130
Provisions sur engagements hors bilan (1)	11 766	11 309	0	-2 572		20 503
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	38 268	52	0	-3 904		34 417
Autres provisions	0	0	0	0		0
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	50 034	11 362	0	-6 476	0	54 920
<b>Total</b>	<b>345 608</b>	<b>295 997</b>	<b>0</b>	<b>-288 502</b>	<b>-53</b>	<b>353 050</b>

(1) Dont risque d'exécution d'engagements par signature.

(2) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

(3) l'établissement a modifié en 2017 ses modalités d'enregistrement des mouvements liés aux dépréciations pour se conformer aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC prévoyant un calcul en stock des dépréciations (reprise intégrale des montants de dépréciation de l'exercice précédent et dotation intégrale des montants de dépréciation de l'exercice en cours).

Les provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif et des provisions sur engagements hors bilan présentent également les provisions liées à l'opération « Titrisation » décrite en note 1.3.

Dans cette opération, tout comme dans l'opération précédente relative au prêts immobiliers, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein du FCT BPCE Home Loans FCT 2017.

La Caisse d'Epargne Ile-de-France est toujours exposé à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées, mais ce risque prend désormais la forme d'une garantie accordée au FCT BPCE Consumer Loans FCT 2016 Demut dont le rôle est de démutualiser les flux servis par les différentes tranches de titres émises par le FCT BPCE Consumer Loans FCT 2016. Pour les créances qu'elle a cédées au FCT, la Caisse d'Epargne Ile-de-France comptabilise désormais au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature en remplacement et pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles.

L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

3.10.3. Provisions pour engagements sociaux. — Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies- Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Caisse d'Epargne Ile-de-France est limité au versement des cotisations (40 978 milliers d'Euros en 2017).

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

— Les engagements de la Caisse d'Epargne Ile-de-France concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droit). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droit est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.



— Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Total
	Régime CGPCE	Compléments de retraite autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	
Dette actuarielle	904 897	9 713	26 595	12 835	954 040
Juste valeur des actifs du régime	1 027 704		27 202	6 241	1 061 147
Effet du plafonnement d'actifs	-54 730		-607		-55 337
Écarts actuariels non reconnus gains / (pertes)	-68 077				-68 077
Coût des services passés non reconnus					
Solde net au bilan	0	9 713	0	6 594	16 307
Engagements sociaux passifs	0	9 713	0	6 594	16 307
Engagements sociaux actifs					0

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Total
	Régime CGPCE	Compléments de retraite autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	
Dette actuarielle	888 075	10 600	26 814	12 932	938 421
Juste valeur des actifs du régime	1 049 936		12 902	5 879	1 068 717
Effet du plafonnement d'actifs	-52 066				-52 066
Écarts actuariels non reconnus gains / (pertes)	-109 795		2 496		-107 299
Coût des services passés non reconnus					
Solde net au bilan	0	10 600	11 416	7 053	29 069
Engagements sociaux passifs	0	10 600	11 416	7 053	29 069
Engagements sociaux actifs					0

— Analyse de la charge de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Exercice 2017	Exercice 2016
	Régime CGPCE	Compléments de retraite autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total	Total
Coût des services rendus			1 418	776	2 194	1 974
Coût financier	14 540		292	105	14 936	17 441
Produit financier	-17 217		-137	-49	-17 402	-20 001
Prestations versées		-887	-877	-401	-2 166	-2 665
Cotisations reçues			-14 000		-14 000	0
Ecarts actuariels			1 086	-949	138	791
Autres (dont plafonnement d'actifs)	2 677		802		3 479	2 957
Total de la charge de l'exercice	0	-887	-11 416	-518	-12 821	497

— Principales hypothèses actuarielles :

	Exercice 2017 CGPCE	Exercice 2016 CGPCE
Taux d'actualisation	1,58%	1,65%
Taux d'inflation	1,70%	1,60%
Table de mortalité utilisée	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05
Duration	18,40 ans	18,90 ans

Hors CGPCE	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
Taux d'actualisation	1,18%	0,95%	1,06%	0,83%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%	1,6%	1,60%

Sur l'année 2017, sur l'ensemble des 19 332 milliers d'Euros d'écarts actuariels générés, 26 598 milliers d'Euros proviennent des écarts liés à la mise à jour du taux d'actualisation, -7 892 milliers d'Euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et 626 milliers d'Euros proviennent des écarts démographiques.

Au 31 décembre 2017, les actifs de couverture du régime de retraite des Caisses d'Epargne sont répartis à hauteur de 88.20 % en obligations, 9.80 % en actions, 1.70 % en actifs immobiliers et 0.30 % en actifs monétaires.

- Les tables de mortalité utilisées sont :
- TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CGPCE.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

3.10.4. Provisions PEL / CEL - Encours de dépôts collectés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL) :		
Ancienneté de moins de 4 ans	4 293 475	3 907 802
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 222 473	2 331 479
Ancienneté de plus de 10 ans	1 392 175	1 494 043
Encours collectés au titre des plans épargne logement	7 908 123	7 733 324
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	460 697	452 649
Total	8 368 820	8 185 973

- Encours de crédits octroyés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Encours de crédits octroyés* au titre des plans épargne logement	3 351	5 015
Au titre des comptes épargne logement	6 842	10 258
Total	10 193	15 273

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Dotations / reprises nettes	31/12/2017
Provisions constituées au titre des PEL			
Ancienneté de moins de 4 ans	47 341	-28 670	18 672
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	6 009	25 758	31 767
Ancienneté de plus de 10 ans	24 058	1 119	25 177
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	77 409	-1 792	75 616
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	3 619	583	4 202
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-29	9	-20
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-37	19	-18
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-66	28	-38
Total	80 961	-1 182	79 779

## 3.11. Dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes subordonnées à durée déterminée	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0
Dettes super subordonnées à durée indéterminée	300 000	300 000
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0	0
Dettes rattachées	12 485	12 485
Total	312 485	312 485

— Les caractéristiques des emprunts et titres émis sont les suivantes :

Nature du Titre	Souscripteur	Montant milliers d'Euros	Devise	Date d'émission	Prix d'émission milliers d'Euros	Taux	Majoration d'intérêts en points de base	Date d'échéance si non indéterminée
Titre super subordonné	SLE	175 000	Euro	01/02/2015	175 000	7,00%		Indéterminée
Titre super subordonné	SLE	125 000	Euro	10/06/2014	125 000	7,00%		Indéterminée

## 3.12. Fonds pour risques bancaires généraux :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2017
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	67 745	0	0	0	67 745
Total	67 745	0	0	0	67 745

Au 31 décembre 2017, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 62 613 milliers d'Euros affectés au Fond Réseau des Caisses d'Epargne, 5 132 milliers d'Euros affectés au Fonds de Garantie Mutuelle.

## 3.13. Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31/12/2015	1 476 294	469 567	1 083 102	52 063	130 682	3 211 708
Mouvements de l'exercice	0	0	13 068	90 893	62 170	166 131
Total au 31/12/2016	1 476 294	469 567	1 096 170	142 956	192 852	3 377 839
Impact Changement de méthode						0
Affectation résultat 2016			19 285	147 731	-167 016	0
Distribution de dividendes					-25 835	-25 835
Augmentation de Capital						0
Résultat de la Période					191 449	191 449
Autres mouvements						0
Total au 31/12/2017	1 476 294	469 567	1 115 455	290 687	191 449	3 543 453

Le capital social de la Caisse d'Epargne Ile-de-France s'élève à 1 476 295 milliers d'Euros et est composé pour 73 814 734 parts sociales de nominal 20 Euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Au 31 décembre 2017, les parts sociales émises par la Caisse d'Epargne Ile-de-France sont détenues par 10 sociétés locales d'épargne, dont le capital (2 653 978 milliers d'Euros de parts sociales) est détenu par des sociétés. Au cours de l'exercice 2016, les SLE ont perçu un dividende de 25 835 milliers d'Euros au titre de leur participation dans la Caisse d'Epargne.

Au 31 décembre 2017, les SLE sont titulaires d'un compte courant d'associé de 877 683 milliers d'Euros comptabilisé en (préciser où les CCA sont présentés au bilan de la CE) dans les comptes de la Caisse d'Epargne Ile-de-France. Au cours de l'exercice 2017, la rémunération de ce compte courant d'associé s'est traduite par une charge de 11 498 milliers d'Euros, présentée en marge nette d'intérêts dans les comptes de la Caisse d'Epargne Ile-de-France.

3.14. Durée résiduelle des emplois et ressources. — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2017
Total des emplois	13 996 519	4 129 119	13 940 856	21 274 143	302 980	53 643 617
Effets publics et valeurs assimilées	831 539	66 791	929 146	857 551	0	2 685 027
Créances sur les établissements de crédit	9 989 540	771 158	469 218	501 018	18	11 730 952
Opérations avec la clientèle	1 664 050	2 378 336	9 520 681	18 903 976	302 962	32 770 005

Obligations et autres titres à revenu fixe	1 511 390	912 834	3 021 811	1 011 598	0	6 457 633
Total des ressources	36 237 078	3 794 986	6 816 634	4 221 932	312 485	51 383 115
Dettes envers les établissements de crédit	613 685	1 828 975	3 457 646	2 216 459	0	8 116 765
Opérations avec la clientèle	35 621 804	1 805 620	3 357 897	2 005 473	0	42 790 794
Dettes représentées par un titre	1 589	160 391	1 091	0	0	163 071
Dettes subordonnées	0	0	0	0	312 485	312 485

Note 4. – Informations sur le hors bilan et opérations assimilées.

4.1. Engagements reçus et donnés :

4.1.1. Engagements de financement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés :		
En faveur des établissements de crédit	1 426	1 444
En faveur de la clientèle	5 694 714	5 051 393
Ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres ouvertures de crédits confirmés	5 660 803	5 018 106
Autres engagements	33 911	33 287
Total des engagements de financement donnés	5 696 140	5 052 837
Engagements de financement reçus :		
D'établissements de crédit	0	1 000 000
De la clientèle	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	1 000 000

4.1.2. Engagements de garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés :		
D'ordre d'établissements de crédit	1 693	756
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	0
Autres garanties	1 693	756
D'ordre de la clientèle	1 314 173	1 134 323
Cautions immobilières	164 177	137 693
Cautions administratives et fiscales	19 588	5 238
Autres cautions et avals donnés	788 776	726 500
Autres garanties données	341 632	264 892
Total des engagements de garantie donnés	1 315 866	1 135 079
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	321 248	332 181
Total des engagements de garantie reçus	321 248	332 181

4.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie données aux établissements de crédit	12 895 033		12 220 189	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	23 350 152	0	21 331 041
Total	12 895 033	23 350 152	12 220 189	21 331 041

— Au 31 décembre 2017, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 5 979 713 milliers d'Euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 6 006 768 milliers d'Euros au 31 décembre 2016,
- Aucun crédit immobilier nanti auprès de BP Covered Bonds,
- 668 486 milliers d'Euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 575 068 milliers d'Euros au 31 décembre 2016,
- 81 054 milliers d'Euros de créances données en garantie auprès de la Caisse des dépôts et Consignations contre 87 373 milliers d'Euros au 31 décembre 2016,
- 2 551 403 milliers d'Euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 2 265 894 milliers d'Euros au 31 décembre 2016,
- 418 126 milliers d'Euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Compagnie de Financement Foncier contre 398 712 milliers d'Euros au 31 décembre 2016,
- 2 998 270 milliers d'Euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de EBCE (corp & immo) contre

2 675 989 milliers d'Euros au 31 décembre 2016,

– Aucun crédit immobilier nanti auprès de BPCE Home Loans.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Caisse d'Épargne Île-de-France en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, la Caisse d'Épargne Île-de-France n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

Pour tenir compte du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), inclure également toute transaction ou accord qui présente des risques (sortie de ressources potentielle) et avantages significatifs non-inscrits en bilan et hors-bilan (capacité de bénéficier de flux positifs).

Dans le cadre de l'opération Titrisation, la Caisse d'Épargne Île-de-France effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Caisse d'Épargne Île-de-France. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2017, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 79 417 milliers d'Euros (contre 102 420 milliers d'Euros au 31 décembre 2016).

#### 4.2. Opérations sur instruments financiers à terme :

##### 4.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Couverture	Total	Juste valeur	Couverture	Total	Juste valeur
Opérations de gré à gré	10 622 693	10 622 693	-523 515	10 878 393	10 878 393	-672 308
Swaps de taux d'intérêt	10 622 693	10 622 693	-523 515	10 878 393	10 878 393	-672 308
Total opérations fermes	10 622 693	10 622 693	-523 515	10 878 393	10 878 393	-672 308
Opérations conditionnelles						
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0
Options de change	0	0	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	21 462	21 462	-8	22 192	22 192	-5
Options de taux d'intérêt	21 462	21 462	-8	22 192	22 192	-5
Total opérations conditionnelles	21 462	21 462	-8	22 192	22 192	-5
Total instruments financiers et change à terme	10 644 155	10 644 155	-523 523	10 900 585	10 900 585	-672 313

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Caisse d'Épargne Île-de-France sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

##### 4.2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Micro couverture	Macro couverture	Total	Micro couverture	Macro couverture	Total
Opérations fermes	5 815 979	4 806 714	10 622 693	5 863 964	5 014 429	10 878 393
Swaps de taux d'intérêt	5 815 979	4 806 714	10 622 693	5 863 964	5 014 429	10 878 393
Opérations conditionnelles	21 462	0	21 462	22 192	0	22 192
Options de taux d'intérêt	21 462	0	21 462	22 192	0	22 192
Total	5 837 441	4 806 714	10 644 155	5 886 156	5 014 429	10 900 585

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

##### 4.2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2017
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	509 207	4 509 447	5 604 039	10 622 693
Opérations fermes	509 207	4 509 447	5 604 039	10 622 693
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0
Opérations de gré à gré	0	21 462	0	21 462
Opérations conditionnelles	0	21 462	0	21 462
Total	509 207	4 530 909	5 604 039	10 644 155

#### 4.3. Ventilation du bilan par devise

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	57 292 497	57 292 678	54 780 644	54 781 243
Dollar	35 242	35 279	29 430	29 031
Livre Sterling	3 227	3 173	2 572	2 539
Franc Suisse	9 439	9 404	9 316	9 279
Yen	1 549	1 534	685	679
Autres	3 850	3 737	2 739	2 614
Total	57 345 805	57 345 805	54 825 385	54 825 385

Note 5. – Informations sur le compte de résultat.

5.1. Intérêts, produits et charges assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	150 817	-105 636	45 181	186 952	-123 703	63 249
Opérations avec la clientèle	793 589	-426 773	366 816	874 486	-529 764	344 722
Obligations et autres titres à revenu fixe	256 993	-93 091	163 902	256 573	-73 688	182 885
Autres (*)	875	-46 009	-45 134	1 284	-43 056	-41 772
Total	1 202 274	-671 509	530 765	1 319 295	-770 211	549 084
(*) Dont 50 743 milliers d'Euros au titre des opérations de macrocouverture.						

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 1 182 milliers d'Euros pour l'exercice 2017, contre une dotation de 1 556 milliers d'Euros pour l'exercice 2016.

La diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » et l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » s'expliquent notamment par l'opération « Titrisation » décrite en note 3.2.1.

5.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées. — La Caisse d'Epargne Ile-de-France n'effectue pas de crédit-bail et locations assimilés.

5.3. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Actions et autres titres à revenu variable	323	584
Participations et autres titres détenus à long terme	897	767
Parts dans les entreprises liées	49 968	37 618
Total	51 188	38 969

5.4. Commissions :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	406	-986	-580	1 839	-1 634	205
Opérations avec la clientèle	127 172	-70	127 102	165 544	-92	165 452
Opérations sur titres	18 638	-105	18 533	18 693	-233	18 460
Moyens de paiement	111 067	-44 756	66 311	99 600	-42 959	56 641
Opérations de change	296	0	296	306	0	306
Engagements hors-bilan	15 306	-209	15 097	12 531	-325	12 206
Prestations de services financiers	20 875	-24 706	-3 831	18 672	-23 689	-5 017
Activités de conseil	310	0	310	205	0	205
Autres commissions (1)	151 993	0	151 993	146 693	0	146 693
Total	446 063	-70 832	375 231	464 083	-68 932	395 151
Dont commissions sur produits d'assurance vie : 133 978 milliers d'Euros						
Dont commissions sur autres produits d'assurance : 17 970 milliers d'Euros						

5.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Titres de transaction	0	0
Opérations de change	370	312
Instruments financiers à terme	9 002	-9 030
Total	9 372	-8 718

## 5.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017		Exercice 2016	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations	4 400	4 400	2 196	2 196
Dotations	-1 191	-1 191	-1 953	-1 953
Reprises	5 591	5 591	4 149	4 149
Résultat de cession	25 862	25 862	12 994	12 994
Autres éléments	0	0	0	0
Total	30 262	30 262	15 190	15 190

## 5.7. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	7 271	-7 903	-632	7 294	-7 151	143
Refacturations de charges et produits bancaires	317	0	317	117	0	117
Activités immobilières	3 886	-305	3 581	6 052	-122	5 930
Autres activités diverses	12 455	-35 827	-23 372	15 129	-19 713	-4 584
Autres produits et charges accessoires	5 803	0	5 803	5 352	0	5 352
Total	29 732	-44 035	-14 303	33 944	-26 986	6 958

## 5.8. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-221 120	-216 275
Charges de retraite et assimilées (1)	-45 211	-45 210
Autres charges sociales	-76 962	-79 297
Intéressement des salariés	-14 486	-12 380
Participation des salariés	0	0
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-35 044	-35 648
Total des frais de personnel	-392 823	-388 810
Autres charges d'exploitation		
Impôts, taxes et contributions réglementaires	-30 032	-27 065
Autres charges générales d'exploitation	-227 902	-233 772
Total des autres charges d'exploitation	-257 934	-260 837
Total	-650 757	-649 647

(1) incluant les dotations, utilisations et reprises de provisions pour engagements sociaux (note 3.10.3).

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 881 cadres et 2 919 non cadres, soit un total de 4 800 salariés.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) de 4 892 milliers d'Euros (contre 4 277 milliers d'Euros) est imputé en déduction des charges de personnel. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie « Informations sociales, environnementales et sociétales » du rapport annuel

## 5.9. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017					Exercice 2016				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises nettes	Pertes non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs Interbancaires	192	0	0	0	192	0	0	0	0	0
Clientèle	-281 951	246 384	-5 103	771	-39 899	-68 907	14 610	-3 737	1 236	-56 798

Titres et débiteurs divers	-349	14	-8	0	-343	-557	96	-361	0	-822
Provisions										
Engagements hors-bilan	-11 309	2 572	0	0	-8 737	-2 701	3 711	0	0	1 010
Provisions pour risque clientèle	0	3 903	0	0	3 903	-624	20 747	0	0	20 123
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	-293 417	252 873	-5 111	771	-44 884	-72 789	39 164	-4 098	1 236	-36 487

## 5.10. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017				Exercice 2016			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	-6 833	0	0	-6 833	1 241	0	0	1 241
Dotations	-8 433	0	0	-8 433	-6 037	0	0	-6 037
Reprises	1 600	0	0	1 600	7 278	0	0	7 278
Résultat de cession	-17	0	-364	-381	-5 819	0	-543	-6 362
Total	-6 850	0	-364	-7 214	-4 578	0	-543	-5 121

— Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autre titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- les dotations de dépréciations sur titres de participation : 2 261 milliers d'Euros
- les reprises de dépréciations sur titres de participation : 377 milliers d'Euros
- le résultat des cessions sur titres de participation et autres titres à long terme : -17 milliers d'Euros

5.11. Résultat exceptionnel. — Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2017.

5.12. Impôt sur les bénéfices :

5.12.1. Détail des impôts sur le résultat 2017. — La Caisse d'Epargne Ile-de-France est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

— L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

(en milliers d'Euro)	Exercice 2017			
Bases imposables aux taux de	33%	19%	15%	0%
Au titre du résultat courant	173 860		2 361	-195
Au titre du résultat exceptionnel	173 860	0	2 361	-195
Imputations des déficits				
Bases imposables du groupe fiscal	173 860	0	2 361	-195
Impôts correspondant	-57 953		-354	
(+) Incidence de la quote-part de frais et charges sur le secteur taxable à 0%				
(+) Contribution 3,3%	-1 887		-11	
(+) Surtaxe 15% LFR 2017	-8 692		-53	
(-) Déductions au titre des crédits d'impôt (*)	1 441			
Impôt comptabilisé	-67 091		-419	
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales				
Provisions pour impôts	-3 369			
(-) Charge de la créance de Carry Back				
(+) Charge ou produit d'impôt d'intégration fiscale	7 488			
(+) IS sur PATZ	6 985			
(+) Régul d'IS	3 086			
(-) Autres imputations				
Total	-52 901	0	-419	0

(\*) La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 24 876 milliers d'Euros.

5.13. Répartition de l'activité. — La Caisse d'Epargne Ile-de-France exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel : La Banque de proximité, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

Note 6. – Autres informations.



6.1. Consolidation. — En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Caisse d'Épargne Ile-de-France établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements. — Les rémunérations versées en 2017 aux organes de direction s'élèvent à 2 440 milliers d'Euros.

Le montant global des avances et des crédits qui leur a été accordés pendant l'exercice s'élève à 291 milliers d'Euros.

6.3. Honoraires des commissaires aux comptes :

Montants (En milliers d'Euros)	MAZARS			
	Montant		%	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	200	204	95 %	95 %
Services Autres que le Commissariat aux comptes - SACC	11	11	5%	5%
Total	211	215	100 %	100 %
Variation (%)	-2%			

Montants (En milliers d'Euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS			
	Montant		%	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	200	195	100 %	100 %
Services Autres que le Commissariat aux comptes - SACC	0		0 %	0 %
Total	200	195	100 %	100 %
Variation (%)	3 %			

Montants (En milliers d'Euros)	Total			
	Montant		%	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels	400	399	97 %	97 %
Services Autres que le Commissariat aux comptes - SACC	11	11	3%	3 %
Total	411	410	100 %	100 %
Variation (%)	0 %			

6.4. Implantations dans les pays non coopératifs. — L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2017, la Caisse d'Épargne Ile-de-France n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

#### IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Aux sociétaires,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Ile-de-France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion :

– Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

– Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

Mazars : la mission réalisée sur l'exercice 2017 a porté sur la mission de vérification des informations sociales, environnementales et sociétales mentionnées dans la partie RSE du rapport de gestion au titre de la mission d'organisme tiers indépendant

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective :

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Caisse d'Epargne et Prévoyance Île-de-France est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Votre Caisse constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de provisions collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés. Les provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres au groupe BPCE).</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction. En particulier dans le contexte de coût du risque bas que connaît votre Caisse sur son marché principal, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière cette année.</p> <p><i>Le stock de dépréciation et de provisions sur les encours de crédits s'élève à 362 M€ pour un encours brut de 56 840 M€ (dont un encours brut de douteux et douteux compromis faisant l'objet de dépréciation de 671 M€) au 31 décembre 2017. Le coût du risque sur l'exercice 2017 s'élève à 45 M€ (contre 36 M€ sur l'exercice 2016).</i></p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux 3.2 et 5.9 de l'annexe.</i></p>	<p>– Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.</p> <p>– Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>– Concernant les provisions collectives, nos travaux sont pour l'essentiel fondés sur une prise de connaissance critique des conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE avec l'appui de leurs experts, relatifs aux évolutions méthodologiques impactant le modèle de provisionnement collectif, ainsi qu'aux tests rétrospectifs sur base historique qui conduisent à la détermination des principaux paramètres de provisionnement.</p>

— Valorisation des titres BPCE :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, est déterminée sur la base de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des titres des principales filiales de BPCE.</p> <p>Les principales filiales de BPCE sont valorisées principalement à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées sont également prises en considération dans</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>— Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <p>– la réalisation d'une valorisation indépendante et contradictoire</p>

<p>l'exercice de valorisation.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre, en outre, la valorisation de l'organe central lui-même, au travers des coûts de structure et de la trésorerie centrale, valorisés sur la base de données prévisionnelles, ainsi que les marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant.</p> <p>Au regard de l'actif net réévalué de BPCE au 31 décembre 2017, la valeur du titre apparaît inchangée par rapport à l'exercice précédent, conduisant à maintenir la même valeur nette comptable des titres BPCE dans les comptes de votre Caisse.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE SA constitue un point clé de l'audit en raison de l'importance de cette ligne de titres au sein du bilan de votre Caisse, ainsi que de la sensibilité de la valorisation de ce titre à certains paramètres dont l'estimation fait appel au jugement de la direction.</p> <p><i>La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 1 212 M€ au 31 décembre 2017.</i></p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 4.1, 5.4 et 6.4 de l'annexe.</i></p>	<p>des principales contributions à l'actif net réévalué de BPCE. Cela se traduit par l'obtention et la revue critique des Plans Moyen Terme des filiales et principales participations (NATIXIS, Crédit Foncier de France, BPCE International, Banque Palatine) et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la validation des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE SA valorisés sur la base de données prévisionnelles,</li> <li>– l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire déterminée par un expert indépendant en 2016, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors du précédent exercice.</li> </ul>
---	---

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux sociétaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels : Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise : Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'orientation et de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

5. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires. — Désignation des commissaires aux comptes :

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Île-de-France le 18 juillet 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et le 29 avril 2003 pour le cabinet Mazars. L'historique du mandat Mazars n'ayant pas pu être reconstitué antérieurement.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 15<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption. A cette date, la durée de la mission sans interruption de Mazars était supérieure à 24 années.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

7. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. — Objectif et démarche d'audit :

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

— Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— Rapport au comité d'audit : Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 9 avril 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

PricewaterhouseCoopers Audit:

Nicolas MONTILLOT

Agnès HUSCHERR

Mazars :

Charles De BOISRIOU

## V. — Rapport de gestion annuel du directoire.

Le rapport de gestion annuel du Directoire, incluant le rapport sur la gestion du groupe, est tenu à disposition du public au siège social de la Caisse d'Épargne Île-de-France – 19 rue du Louvre – 75001 PARIS, ainsi qu'à son siège administratif – 26/28 rue Neuve Tolbiac – 75013 PARIS.

## B. — Comptes consolidés IFRS du Groupe Caisse d'Épargne Île-de-France au 31 décembre 2017.

### I. — Bilan consolidé.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales	5.1	212 745	218 629
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	199 943	265 307
Instruments dérivés de couverture	5.3	166 523	186 612
Actifs financiers disponibles à la vente	5.4	4 795 718	4 826 336
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.6.1	12 230 505	12 555 315
Prêts et créances sur la clientèle	5.6.2	40 898 447	37 420 828
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		25 223	63 077
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5.7	327 344	726 609
Actifs d'impôts courants		53 201	23 340
Actifs d'impôts différés	5.9	93 804	111 570
Comptes de régularisation et actifs divers	5.10	1 396 638	1 405 297
Immeubles de placement	5.11	5 975	7 309
Immobilisations corporelles	5.12	377 109	389 352
Immobilisations incorporelles	5.12	44 231	45 732
Ecarts d'acquisition	5.13	26 358	26 358
Total des actifs		60 853 764	58 271 671

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	51 653	76 489
Instruments dérivés de couverture	5.3	728 078	893 319
Dettes envers les établissements de crédit	5.14.1	8 707 131	10 405 943
Dettes envers la clientèle	5.14.2	44 937 327	41 093 397
Dettes représentées par un titre	5.15	163 071	6 235
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		3 129	2 683
Passifs d'impôts courants	5.9	10 415	10 527
Comptes de régularisation et passifs divers	5.16	1 005 183	985 261

Provisions	5.17	210 857	189 981
Capitaux propres		5 036 920	4 607 836
Capitaux propres part du groupe :		5 002 101	4 575 399
Capital et primes liées		1 945 862	1 945 862
Réserves consolidées		2 737 410	2 325 692
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		117 323	128 433
Résultat de la période		201 506	175 412
Participations ne donnant pas le contrôle		34 819	32 437
Total des passifs et capitaux propres		60 853 764	58 271 671

**II. — Compte de résultat consolidé.**

(En milliers d'Euros)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	6.1	1 268 496	1 345 850
Intérêts et charges assimilées	6.1	-646 922	-687 401
Commissions (produits)	6.2	490 152	457 208
Commissions (charges)	6.2	-74 214	-71 617
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	17 888	-25 965
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	6.4	70 817	44 426
Produits des autres activités	6.5	18 233	24 667
Charges des autres activités	6.5	-35 505	-20 497
Produit net bancaire		1 108 945	1 066 671
Charges générales d'exploitation	6.6	-709 733	-707 673
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-37 757	-38 103
Résultat brut d'exploitation		361 455	320 895
Coût du risque	6.7	-54 994	-45 333
Résultat d'exploitation		306 461	275 562
Gains ou pertes sur autres actifs		233	-1 216
Variations de valeur des écarts d'acquisition			
Résultat avant impôts		306 694	274 346
Impôts sur le résultat	6.9	-101 673	-91 442
Résultat net		205 021	182 904
Participations ne donnant pas le contrôle		-3 515	-7 492
Résultat net part du groupe		201 506	175 412

**III. — Résultat global.**

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat net	205 021	182 904
Ecart de réévaluation sur régime à prestations définies	2 285	-3 460
Impôts	-730	1 188
Eléments non recyclables en résultat	1 555	-2 272
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-8 947	19 647
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	-9 627	12 150
Impôts	6 198	-632
Eléments recyclables en résultat	-12 376	31 165
Gains et pertes comptabilisées directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	-10 821	28 893
Résultat global	194 200	211 797
Part du groupe	190 396	204 107
Participations ne donnant pas le contrôle	3 804	7 690

**IV. — Tableau de variation des capitaux propres.**

(En milliers d'Euros)	Capital et primes liées		Titres super-subordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées
	Capital	Primes		
Capitaux propres au 1er janvier 2016	1 476 295	469 567		2 229 526
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires				
Augmentation de capital				
Contribution des SLE aux réserves consolidées (1)				132 156
Distribution (2)				-38 260
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires				2 271
Sous-total	0		0	96 167
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Autres variations				
Résultat				
Sous-total	0	0	0	0
Capitaux propres au 31 décembre 2016	1 476 295	469 567	0	2 325 693
Affectation du résultat de l'exercice 2016				175 412
Impact du changement de méthode IAS19 révisée				
Capitaux propres au 1er janvier 2017	1 476 295	469 567	0	2 501 105
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires				
Augmentation de capital				
Contribution des SLE aux réserves consolidées (1)				277 057
Distribution (2)				-40 752
Effet des fusions				
Sous-total	0		0	236 305
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Autres variations				
Résultat				
Autres variations				
Sous-total	0	0	0	0
Capitaux propres au 31 décembre 2017	1 476 295	469 567	0	2 737 410

(En milliers d'Euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés	
	Réserves de conversion	Variation de juste valeur des instruments							
		Ecart de réévaluation sur les passifs sociaux	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture					
Capitaux propres au 1er janvier 2016	0	2 273	75 827	21 638	0	4 275 126	73 317	4 348 443	
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires									
Augmentation de capital						0	6 739	6 739	
Contribution des SLE aux réserves consolidées (1)						132 156		132 156	
Distribution (2)						-38 260	-6 739	-44 999	
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires						2 271	-48 570	-46 299	
Sous-total			0	0		0	96 167	-48 570	47 597
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-2 251	20 730		10 216	28 695	198	28 893
Autres variations									
Résultat							175 412	175 412	7 492
Sous-total	0		0	0	175 412	175 412	7 492	182 904	
Capitaux propres au 31 décembre 2016	0	22	96 557	31 854	175 412	4 575 400	32 437	4 607 837	
Affectation du résultat de l'exercice 2016					-175 412	0		0	
Impact du changement de méthode IAS19 révisée						0		0	
Capitaux propres au 1er janvier 2017	0	22	96 557	31 854	0	4 575 400	32 437	4 607 837	
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires									
Augmentation de capital						0	1 422	1 422	
Contribution des SLE aux réserves consolidées (1)						277 057		277 057	
Distribution (2)						-40 752	-2 844	-43 596	
Effet des fusions						0		0	
Sous-total	0		0	0	0	236 305	-1 422	234 883	

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 429	-6 750	-5 790		-11 111	289	-10 822
Autres variations								
Résultat					201 506	201 506	3 515	205 021
Autres variations						0		0
Sous-total	0	0	0	0	201 506	201 506	3 515	205 021
Capitaux propres au 31 décembre 2017	0	1 451	89 807	26 064	201 506	5 002 100	34 819	5 036 919

(1) Depuis le 1er janvier 2010, consécutivement à l'entrée des SLE dans le périmètre de consolidation, la variation des réserves consolidées correspond au montant des parts sociales émises au cours.  
(2) de l'exercice par les SLE n'ayant pas encore été investi en parts sociales de Caisse d'Epargne.  
(3) Depuis le 1er janvier 2010, et consécutivement à l'entrée des SLE dans le périmètre de consolidation, les distributions incluent les dividendes versés aux sociétaires pour un montant de 40 752 milliers d'Euros sur l'année 2017.

#### V. — Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultat avant impôts	306 694	274 346
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	37 892	38 891
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	27 771	24 107
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-56 887	-49 507
Autres mouvements	239 437	-137 380
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	248 213	-123 889
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 330 785	-281 978
Flux liés aux opérations avec la clientèle	286 469	-1 691 260
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	32 612	-252 210
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	152 640	61 057
Impôts versés	-104 020	-59 160
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-963 084	-2 223 551
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-408 177	-2 073 094
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	456 270	551 689
Flux liés aux immeubles de placement	577	2 933
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-23 771	-24 458
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	433 076	530 164
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	-42 174	-42 312
Flux de trésorerie provenant des activités de financement (2)	-1	-30 010
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-42 175	-72 322
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-17 276	-1 615 252
Caisse et banques centrales	218 629	218 058
Caisse et banques centrales (actif)	218 629	218 058
Opérations à vue avec les établissements de crédit	305 541	1 921 364
Comptes ordinaires débiteurs (1)	471 954	1 997 938
Comptes et prêts à vue	168 000	115 000
Comptes créditeurs à vue	-84 413	-191 574
Compte et emprunts au jour le jour	-250 000	
Trésorerie à l'ouverture	524 170	2 139 422
Caisse et banques centrales	212 745	218 629
Caisse et banques centrales (actif)	212 745	218 629
Opérations à vue avec les établissements de crédit	294 149	305 541
Comptes ordinaires débiteurs (1)	270 751	471 954
Comptes et prêts à vue	109 000	168 000
Comptes créditeurs à vue	-85 602	-334 413
Trésorerie à la clôture	506 894	524 170
Variation de la trésorerie nette	-17 276	-1 615 252

(1) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

#### VI. — Annexe aux états financiers du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France.

Note 1. – Cadre général.

1.1. Le Groupe BPCE. — Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne. — Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE. — Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

— Les principales filiales de BPCE, dont NATIXIS, société cotée détenue à 71,0227 % sont organisées autour de trois grands pôles :

- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International et les activités Assurance de NATIXIS) ;
- la Banque de Grande Clientèle ;
- et la Gestion d'actifs et de fortune.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. Mécanisme de garantie. — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'Euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'Euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181,3 millions d'Euros au 31 décembre 2017.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossment technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. Événements significatifs. — Opérations de titrisation interne au Groupe BPCE.

Au 30 juin 2017, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 22 mai 2017. Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (10,5 milliards d'Euros) à BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et in fine une souscription, par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par les entités ad hoc. Elle prolonge les opérations BPCE Master Home Loans mises en place en mai 2014 et mai 2016, toujours en vie, basées sur une cession de prêts immobiliers et des prêts personnels, et complète ainsi de manière similaire la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cette opération permet de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème tout en diversifiant les actifs apportés à ce genre d'opérations.

A ce titre, la Caisse d'Epargne Ile-de-France a participé à cette opération à hauteur de 1 121 972 milliers d'Euros.

Amende Echange Image-Chèque (« EIC ») : La Cour d'appel de Paris a rendu le 21 décembre 2017 un avis défavorable aux banques sur le dossier de l'amende Echange Image-Chèque (« EIC »). L'arrêt confirme par conséquent la décision de 2010 de l'Autorité de la concurrence qui considère que la mise en place de la commission EIC constitue une pratique anticoncurrentielle par objet. Le Groupe CEIDF a ainsi constitué une provision de 6,5 millions d'Euros dans ses comptes 2017, représentant sa quote-part de l'amende du Groupe BPCE.



Remboursement de la taxe de 3 % sur les dividendes : Le remboursement de la contribution de 3 % et des intérêts moratoires obtenu par le Groupe BPCE au titre de cette extension de l'exonération représente pour le Groupe CEIDF, un produit de 5 millions d'Euros enregistré sur le poste impôts.

Surtaxe d'IS de 15 % pour la CEIDF : La première loi de finances rectificative pour 2017 définitivement adoptée a instauré dans son article premier une contribution exceptionnelle et une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés. Le taux de la contribution exceptionnelle et de la contribution additionnelle varie selon le chiffre d'affaires (CA) de la société. Pour le Groupe CEIDF, dont le CA est supérieur à 1,1 milliard d'Euros, cela correspond à une majoration de 15 % soit un impact de 8,7 millions d'Euros d'impôts supplémentaires.

Baisse du taux d'imposition : La Loi de Finances 2018, instaure une baisse progressive, jusqu'en 2022, du taux d'impôt sur les sociétés de 34,43 % à 25,82 %. Cette disposition a conduit le Groupe CEIDF à revaloriser sa position nette d'impôts différés inscrite à son bilan et à comptabiliser une charge d'impôts différés de 6,9 millions d'Euros en 2017.

1.4. Événements postérieurs à la clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu susceptible d'impacter les comptes du Groupe Caisse d'Épargne Île-de-France.

#### Note 2. – Normes comptables applicables et comparabilité.

2.1. Cadre réglementaire. — Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le groupe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture (Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).)

2.2. Référentiel. — Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2016 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables. – IFRS 9.

La nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers » a été adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016 et sera applicable de façon rétrospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, à l'exception des dispositions relatives aux passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat, appliquées par anticipation dans les comptes du Groupe BPCE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La norme IFRS 9 définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

Les traitements suivants s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, en substitution des principes comptables actuellement appliqués pour la comptabilisation des instruments financiers.

Classement et évaluation. — Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).

Modèle de gestion ou *Business model* : Le *business model* de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire à l'entité pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

— A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et la motivation de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

— La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (modèle de collecte) ;
- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (modèle de collecte et de vente) ;
- un modèle de gestion dont l'objectif est d'encaisser des flux de trésorerie induits par la cession des actifs financiers (détenus à des fins de transaction).

Détermination du caractère basique ou SPPI (*Solely Payments of Principal and Interest*) : Un actif financier est basique si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

— Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
- les caractéristiques des taux applicables ;
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

Les instruments de dette (prêts, créances ou titres de dette) peuvent être évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres ou en juste valeur par résultat.

— Un instrument de dette est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

— Un instrument de dette est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres seront par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels en actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En revanche, en cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non « SPPI »). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cela permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les dérivés incorporés ne seront plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers seront des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride devra être enregistré en juste valeur par résultat.

Concernant les passifs financiers, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre seront enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9.

**Dépréciations.** — Les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales devront faire systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue (*Expected Credit Losses* ou ECL).

Les dépréciations ou provisions pour perte de crédit attendue seront constatées, pour les instruments financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés. Cette approche du risque de crédit plus prospective est déjà prise en compte, pour partie, lorsque des provisions collectives sont actuellement constatées sur des portefeuilles homogènes d'actifs financiers en application de la norme IAS 39. Les actifs financiers concernés seront répartis en trois catégories dépendant de la dégradation progressive du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Une dépréciation devra être enregistrée sur les encours de chacune de ces catégories selon les modalités suivantes :

**Statut 1 (stage 1) :**

- il n'y a pas de dégradation significative du risque de crédit ;
- une dépréciation ou la provision pour risque de crédit sera comptabilisée à hauteur des pertes attendues à un an ;
- les produits d'intérêts seront reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'actif avant dépréciation.

**Statut 2 (stage 2) :**

- en cas d'augmentation significative du risque de crédit depuis l'entrée au bilan de l'actif financier, ce dernier sera transféré dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit sera alors déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à terminaison) ;
- les produits d'intérêts seront reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'actif avant dépréciation.

**Statut 3 (stage 3) :**

- il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'actif concerné. Cette catégorie équivaut au périmètre d'encours dépréciés individuellement sous IAS 39 ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit restera calculée à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à terminaison) ;
- les produits d'intérêts seront alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'actif après dépréciation.

Par ailleurs, la norme distingue les actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur origination (*purchased or originated credit impaired* ou POCI), qui correspondent à des actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit lors de leur comptabilisation initiale. Lors de sa comptabilisation initiale, un taux d'intérêt effectif ajusté est calculé qui intègre les flux estimés recouvrables. Les dépréciations ultérieures seront calculées en réestimant les flux recouvrables, le taux d'intérêt effectif retraité étant fixé. En cas de réestimation de flux supérieurs aux flux recouvrables, alors un gain pourrait être constaté en résultat.

**Comptabilité de couverture.** — La norme IFRS 9 introduit un modèle de comptabilité de couverture modifié afin d'être davantage en adéquation avec la gestion des risques.

**Travaux de mise en œuvre.** — Depuis 2015, le pilotage du programme IFRS9 est structuré autour d'un comité stratégique, transverse aux directions risques et finances, se réunissant quatre fois par an avec la majeure partie des membres du comité de direction générale de BPCE. Le comité stratégique arbitre les orientations, les décisions, définit le planning de mise en œuvre et consolide le budget du programme. Le programme IFRS9 anime également, cinq fois par an, un comité de pilotage où sont représentés les dirigeants ou mandataires sociaux des Caisses d'Épargne et des Banques Populaires ainsi que les principales filiales (Crédit Foncier, NATIXIS). Le comité de pilotage arbitre les orientations et décisions opérationnelles en lien avec la mise en œuvre de la norme. Le comité de pilotage restitue également l'avancement des travaux suivi dans les comités filières finance, risques, informatique et accompagnement du changement qui se tiennent toutes les six semaines.

En parallèle, une revue complète de la mise en place de la norme (avancement, orientations et options prises) a été présentée et discutée en comité d'audit de BPCE. Les enjeux de la norme ont également été présentés aux membres du conseil de surveillance de BPCE et de ses principales filiales.

Les travaux du second semestre 2017 ont été principalement consacrés à la finalisation des recettes fonctionnelles sur les différents chantiers, la recette générale, la préparation du bilan d'ouverture (*First Time Application*), la finalisation des travaux de calibrage des modèles, la mesure des impacts des dépréciations, l'achèvement de la documentation et à l'adaptation des processus dans le cadre de la conduite du changement.

Classement et évaluation. — Il ressort des travaux menés à ce stade sur le volet « Classement et Évaluation » que l'essentiel des actifs financiers qui étaient évalués au coût amorti sous IAS 39 continueront à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs financiers évalués à la juste valeur selon IAS 39 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat), continueront à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9.

— Les reclassements identifiés, compte tenu des travaux menés à ce stade sont les suivants :

— pour les portefeuilles de crédit de la banque commerciale, les impacts seront très limités et concernent principalement certains instruments qui étaient évalués au coût amorti et classés en prêts et créances selon IAS 39 et qui seront évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat parce que leurs flux de trésorerie contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal ;

— pour les autres portefeuilles de financement :

— les opérations de pension classées en actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat selon IAS 39 au titre d'une gestion globale à la juste valeur et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 seront reclassées en actifs financiers détenus à des fins de transaction et évaluées à la juste valeur par résultat,

— les opérations de pension classées en prêts et créances et évaluées au coût amorti selon IAS 39 et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 seront reclassées en actifs financiers détenus à des fins de transaction et évaluées à la juste valeur par résultat,

— les financements et créances de location resteront, dans leur très grande majorité, classés et valorisés au coût amorti.

— Le Groupe BPCE détient en portefeuille quelques prêts à taux fixe avec clauses de remboursement anticipé symétriques. Dans un amendement à IFRS 9 publié en octobre 2017, le *Board* de l'IASB a précisé que la possibilité qu'une indemnité de remboursement anticipée soit négative n'était pas en soi incompatible avec la notion d'instrument financier basique. Cet amendement est d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 avec une application anticipée possible. Le Groupe BPCE prévoit d'appliquer cet amendement par anticipation au 1<sup>er</sup> janvier 2018 dès lors que le texte sera adopté par la Commission européenne.

— pour les portefeuilles de titres :

— selon IAS 39, les titres de la réserve de liquidité étaient soit évalués au coût amorti parce qu'ils étaient classés parmi les prêts et créances ou parmi les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, soit évalués à la juste valeur parce qu'ils étaient classés parmi les actifs disponibles à la vente en fonction de leurs caractéristiques, de la manière dont ils étaient gérés et selon qu'ils étaient couverts ou non contre le risque de taux. La répartition de ces titres de dette pourrait être différente sous IFRS 9 avec un choix entre un classement au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres selon qu'ils seront gérés dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie ou dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente,

— les parts d'OPCVM ou de FCPR qualifiées d'instruments de capitaux propres et classées parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, seront évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat en raison de leur nature d'instrument de dette sous IFRS 9 et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels qui ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,

— les titres de participation classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, seront évalués par défaut à la juste valeur par résultat selon IFRS 9. Lorsque les entreprises du Groupe BPCE en auront fait individuellement le choix irrévocable, les variations futures de la juste valeur des titres pourront toutefois être présentées dans les capitaux propres,

— les parts de titrisation évaluées au coût amorti et classées parmi les prêts et créances selon IAS 39, (i) seront évaluées à la juste valeur par le biais du résultat selon IFRS 9 si leurs flux contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal, (ii) seront évaluées à la juste valeur par capitaux propres si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente et (iii) seront maintenues au coût amorti dans les autres cas.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur auront potentiellement un impact net sur les capitaux propres consolidés du Groupe BPCE en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs et de l'application rétrospective de la norme. Néanmoins ces reclassements étant limités ou affectant des actifs dont la juste valeur ne diffère pas significativement de la valeur au coût compte tenu notamment de la maturité résiduelle des opérations concernées, il n'est pas attendu d'impact significatif de ces reclassements, en montant, dans les capitaux propres d'ouverture du Groupe BPCE au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Dépréciations. — Comme précédemment indiqué, la dépréciation pour risque de crédit sera égale aux pertes attendues à un an ou à terminaison selon le niveau de dégradation du risque de crédit depuis l'octroi (actif en Statut 1 ou en Statut 2). Un ensemble de critères qualitatifs et quantitatifs permettent d'évaluer cette dégradation du risque.

L'augmentation significative du risque de crédit s'appréciera sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Cette dégradation devra être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (Statut 3).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe prévoit un processus fondé sur des règles et des critères qui s'imposent à l'ensemble des entités qui le compose. Sur les portefeuilles de Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises, la mesure de cette dégradation repose sur un critère quantitatif qui s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à 12 mois depuis l'octroi (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle). Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Financements Spécialisés, il s'appuie sur la variation de la notation depuis l'octroi. Ces critères quantitatifs s'accompagnent d'un ensemble de critères qualitatifs, parmi lesquels la présence d'impayés de plus de 30 jours, le classement du contrat en note sensible, l'identification d'une situation de *forbearance* ou l'inscription du dossier en *Watch List*. Les expositions notées par le moteur dédié aux Grandes Entreprises, Banques et Financements Spécialisés sont également dégradées en Statut 2 en fonction du rating sectoriel et du niveau de risque pays.

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition pourrait être appliquée pour certains titres de dette notés *investment grade*.

Les instruments financiers pour lesquels existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après leur comptabilisation initiale seront considérés comme dépréciés et relèveront du Statut 3. Les critères d'identification des instruments dépréciés sont similaires à ceux prévalant selon IAS 39 et sont alignés sur celui du défaut au sens prudentiel.

La norme requiert par ailleurs l'identification des contrats modifiés qui sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial. Une analyse du caractère substantiel des modifications est à mener cependant au cas par cas.

Le traitement des restructurations pour difficultés financières devrait rester analogue à celui prévalant selon IAS 39.

- Pour les actifs en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues (ECL, *Expected credit Losses*) sont calculées comme le produit de trois paramètres :
  - probabilité de défaut (PD) ;
  - taux de perte en cas de défaut (LGD, *Loss Given Default*) ;
  - exposition en cas de défaut (EAD, *Exposure at Default*) – celle-ci dépendant notamment des cash-flows contractuels, du taux d'intérêt effectif du contrat et du niveau de remboursement anticipé attendu.
- Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants utilisés notamment pour les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le cadre des stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour prendre en compte les conditions courantes et les projections prospectives macro-économiques :
  - les paramètres IFRS 9 visent néanmoins à estimer au plus juste les pertes dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs de ces marges de prudence sont en conséquence retraitées ;
  - les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
  - les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (*forward looking*), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et l'EAD). Les paramètres prudentiels sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent. Les enjeux sont peu significatifs pour le groupe.

L'ajustement des paramètres au contexte économique se fait *via* la définition de scénarios économiques raisonnables et justifiables, associés à des probabilités d'occurrence et le calcul d'une perte de crédit moyenne probable. Ce dispositif d'ajustement nécessite la définition de modèles liant les paramètres IFRS 9 à un ensemble de variables économiques. Ces modèles s'appuient sur ceux développés dans le cadre des stress-tests. Le dispositif de projection se fonde également sur le processus budgétaire. Trois scénarios économiques (le scénario budgétaire accompagné de visions optimiste et pessimiste de ce scénario), associés à des probabilités, sont ainsi définis sur un horizon de trois ans afin d'évaluer la perte économique probable. Les scénarios et pondérations sont définis à l'aide d'analyses du département de Recherche économique NATIXIS et du jugement expert du management.

Si la majorité des paramètres sont définis par les directions des Risques de BPCE et de NATIXIS, d'autres entités dont NATIXIS Financement, BPCE International et certains établissements en région pour leurs filiales contribuent également au dispositif groupe de provisionnement IFRS 9. Les établissements en région ont par ailleurs la charge d'évaluer la cohérence du niveau de provisionnement déterminé pour le groupe en regard des caractéristiques locales et sectorielles de leur portefeuille et de définir des provisions sectorielles complémentaires si nécessaire.

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par la cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation. Les travaux de validation ont été planifiés de façon à permettre une revue des principaux paramètres de calcul en amont de la première application d'IFRS 9.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 conduit à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales.

Les travaux de calibrage et de validation restent en cours et ne permettent pas à ce stade une communication dans les états financiers.

Comptabilité de couverture. — Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer à ce stade les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations. Compte-tenu du volume limité des reclassements opérés à l'actif, l'essentiel des opérations documentées en comptabilité de couverture selon IAS 39 resteront documentées de la même façon en couverture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En revanche, les informations en annexes respecteront les dispositions de la norme IFRS 7 amendée par IFRS 9.

Application de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance. — Le 3 novembre 2017, la Commission européenne a adopté l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomérats financiers, applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le règlement européen permet ainsi aux conglomérats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur de l'assurance jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (date d'application de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions :

- de ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomérat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert) ;
- d'indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;
- d'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Le Groupe BPCE étant un conglomérat financier prévoit d'appliquer cette disposition pour ses activités d'assurance qui demeureront suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, les filiales d'assurances de COFACE, NATIXIS Assurances, BPCE Vie et ses fonds consolidés, NATIXIS Life, ADIR, BPCE Prévoyance, BPCE Assurances, BPCE IARD, Muracef, Surassur, Prépar Vie et Prépar Iard.

Dispositions transitoires. — En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 9, le groupe ne prévoit pas de retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Par ailleurs, le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BPCE a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés anticipés.

Norme IFRS 15. — La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplacera les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits. La norme IFRS 15 a été adoptée par l'Union européenne et publiée au JOUE le 29 octobre 2016. Elle sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018 de façon rétrospective.

L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » publié par l'IASB le 12 avril 2016, a été adopté par la Commission européenne le 31 octobre 2017. Il devrait également être applicable de façon rétrospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Selon cette norme, la comptabilisation du produit des activités ordinaires devra désormais refléter le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La norme IFRS 15 introduit ainsi une nouvelle démarche générale de comptabilisation du revenu en 5 étapes :

- Identification des contrats avec les clients ;

- Identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- Détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- Allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- Comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Les travaux d'analyses d'impacts de l'application de cette nouvelle norme ont été engagés par le groupe depuis le second semestre 2016 et sont en cours de finalisation.

— Ces travaux se sont appuyés sur des autodiagnostic réalisés au sein de quelques établissements et filiales pilotes en coordination avec la direction des comptabilités groupe, puis transposés ensuite par l'ensemble des établissements et filiales significatifs du groupe. Ils ont permis d'identifier les principaux postes concernés, notamment :

- Les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- Les produits des autres activités, notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location
- Les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires Groupe

Ces travaux ont également confirmé que le groupe n'est que très peu ou pas concerné par certains enjeux de première application de la norme IFRS 15 identifiés tels que la promotion immobilière, les programmes de fidélité ou la téléphonie.

Sur la base des travaux réalisés, le groupe n'anticipe en conséquence pas d'impacts significatifs de l'application de la norme IFRS 15, ni sur les capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2018, ni sur les postes du compte de résultat de l'exercice 2018.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 15, le groupe ne prévoit pas de communiquer une information comparative pour ses états financiers.

**Norme IFRS 16.** — La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de tels contrats. Elle a été adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017. Elle sera applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif. Du point de vue du bailleur, l'impact attendu devrait être limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Selon l'actuelle norme IAS 17, les contrats dits de location simple ou opérationnelle ne donnent pas lieu à un enregistrement au bilan et seuls les loyers afférents sont enregistrés en résultat.

A contrario, la norme IFRS 16 imposera au locataire la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, selon le cas, parmi les immobilisations corporelles ou les immeubles de placement, et d'un passif locatif. Le passif locatif correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés. Le groupe a prévu d'utiliser l'exception prévue par la norme en ne modifiant pas le traitement comptable des contrats de location de courte durée (inférieure à 12 mois) ou portant sur des actifs sous-jacents de faible valeur (valeur à neuf unitaire 5000 Euros au plus). Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif de location actuariellement, sur la durée du contrat de location.

La charge relative à la dette locative figurera en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation sera comptabilisée parmi les charges d'exploitation.

Le groupe a engagé les travaux d'analyses d'impact de l'application de cette norme dès sa publication par l'IASB début 2016. Ces travaux se sont poursuivis au cours de l'exercice 2017 et sont entrés en phase d'analyse des choix structurants à effectuer en termes d'organisation et de systèmes d'information.

Eu égard aux activités du Groupe BPCE, la mise en œuvre de la norme IFRS 16 va porter dans une très large mesure sur les actifs immobiliers loués pour les besoins de l'exploitation à titre de bureaux et d'agences commerciales. Un impact significatif est donc attendu sur le poste Immobilisations corporelles sans que cela ne modifie en soit le poids relativement faible des immobilisations sur le total du bilan.

Pour la première application de cette norme, le groupe a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 1<sup>er</sup> janvier 2019, sans comparatif au niveau de l'exercice 2018 et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

**2.3. Recours à des estimations.** — La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

— Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2017, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 4.1.6) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations des prêts et créances sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.1.7) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 4.5) et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 4.13) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 4.10) ;
- les impôts différés (note 4.11) ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 5.13).

**2.4. Présentation des états financiers consolidés et date de clôture.** — En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2017. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été arrêtés par le directoire du 15 janvier 2018. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 25 avril 2018.

#### Note 3. – Principes et méthodes de consolidation.

**3.1. Entité consolidante.** — L'entité consolidante est constituée par la Caisse d'Epargne Ile-de-France ; son siège social est situé au 19 rue du Louvre 75001 Paris et immatriculée RCS Paris B 382 900 942.

**3.2. Périmètre de consolidation - méthodes de consolidation et de valorisation :** Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe Caisse d'Epargne Ile- de- France figure en note **16** – Périmètre de consolidation.

3.2.1. Entités contrôlées par le groupe. — Les filiales contrôlées par le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle : Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées : Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

— Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

(a) des activités bien circonscrites ;

(b) un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;

(c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;

(d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale : L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation : Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 16.3.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

3.2.2. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises. — Définitions :

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence : Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

Les dispositions de la norme IAS 39 « Instruments financiers » : comptabilisation et évaluation s'appliquent pour déterminer s'il est nécessaire d'effectuer un test de perte de valeur au titre de sa participation dans une entreprise associée ou une coentreprise. Si nécessaire, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36

« Dépréciation d'actifs ».

Exception à la méthode de mise en équivalence : Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IAS 39.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

### 3.2.3. Participations dans des activités conjointes. — Définition :

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes : Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

3.3. Règles de consolidation. — Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

#### 3.3.1. Conversion des comptes des entités étrangères. — La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en Euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

— Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2. Élimination des opérations réciproques. — L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3. Regroupements d'entreprises. — En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont désormais inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont désormais comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont désormais intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
  - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
  - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IAS 39) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
  - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle),
  - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

— Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

3.3.4. Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale. — Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

— Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des Participations ne donnant pas le contrôle sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du groupe » ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du groupe » ;

– si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du groupe » pour leurs parts respectives ;

– tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

3.3.5. Date de clôture de l'exercice des entités consolidées. — Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

Par exception, les sociétés locales d'épargne (SLE) clôturent leurs comptes au 31 mai. Ces entités sont en conséquence consolidées sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 décembre.

#### Note 4. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

##### 4.1. Actifs et passifs financiers.

4.1.1. Prêts et créances. — Le poste « Prêts et créances » inclut les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que certains titres non cotés sur un marché actif (cf. note 4.1.2).

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

En cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes selon IAS 39, le prêt est considéré comme un encours déprécié et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

4.1.2. Titres. — À l'actif, les titres sont classés selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat. — Cette catégorie comprend :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ; et
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IAS 39.

Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêt. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. — Ce portefeuille comprend les titres à revenu fixe ou déterminable et à échéance fixe que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

La norme IAS 39 interdit, sauf exceptions limitées, une cession ou un transfert de ces titres avant leur échéance, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau du groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant l'exercice en cours et les deux années suivantes. Parmi les exceptions à la règle, figurent notamment les cas suivants :

- une dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur ;
- une modification de la réglementation fiscale supprimant ou réduisant de façon significative l'exonération fiscale dont bénéficient les intérêts sur les placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- un regroupement d'entreprises majeur ou une sortie majeure (telle que la vente d'un secteur) nécessitant la vente ou le transfert de placements détenus jusqu'à leur échéance pour maintenir la situation existante de l'entité en matière de risque de taux d'intérêt ou sa politique de risque de crédit ;
- un changement des dispositions légales ou réglementaires modifiant de façon significative soit ce qui constitue un placement admissible, soit le montant maximum de certains types de placement, amenant ainsi l'entité à se séparer d'un placement détenu jusqu'à son échéance ;
- un renforcement significatif des obligations en matière de capitaux propres qui amène l'entité à se restructurer en vendant des placements détenus jusqu'à leur échéance ;
- une augmentation significative de la pondération des risques des placements détenus jusqu'à leur échéance utilisée dans le cadre de la réglementation prudentielle fondée sur les capitaux propres.

Dans les cas exceptionnels de cession décrits ci-dessus, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Les opérations de couverture de ces titres contre le risque de taux d'intérêt ne sont pas autorisées. En revanche, les couvertures du risque de change ou de la composante inflation de certains actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont autorisées.



Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, augmentée des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition. Ils sont ensuite valorisés au coût amorti, selon la méthode du TIE, intégrant les primes, décotes et frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Prêts et créances. — Le portefeuille de « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. Ces actifs ne doivent par ailleurs pas être exposés à un risque de pertes substantielles non lié à la détérioration du risque de crédit.

Certains titres peuvent être classés dans cette catégorie lorsqu'ils ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction et diminuée des produits de transaction. Ils suivent dès lors les règles de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des prêts et créances.

Lorsqu'un actif financier enregistré en prêts et créances est cédé avant son échéance, le résultat de cession est enregistré dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Actifs financiers disponibles à la vente. — Cette catégorie comprend les actifs financiers qui ne relèvent pas des portefeuilles précédents.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

En date d'arrêt, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (sauf pour les actifs monétaires en devises, pour lesquels les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 4.1.6.

En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les titres à revenu fixe sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés ». Les revenus des titres à revenu variable sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Date d'enregistrement des titres. — Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison. Pour les opérations de prise en pension ou de mise en pension de titres, un engagement de financement respectivement donné ou reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées respectivement en « Prêts et créances » et en « Dettes ». Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

Règles appliquées en cas de cession partielle. — En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

4.1.3. Instruments de dettes et de capitaux propres émis. — Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en Euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées « part du groupe ».

Passifs financiers à la juste valeur par résultat. — Il s'agit des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IAS 39. Les conditions d'application de cette option sont décrites dans la note 4.1.4 « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option ».

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêt. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». En cas de rachat anticipé, le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transférée directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Dettes émises. — Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Dettes subordonnées. — Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Parts sociales. — L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

4.1.4. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. — L'amendement de la norme IAS 39 adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs et passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. — L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie. Ce traitement s'applique notamment à certains prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance. — L'option s'applique dans le cas d'un groupe d'actifs et/ou de passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le reporting interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés. — Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IAS 39 (exemple d'une option de remboursement incorporée dans un instrument de dette). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

4.1.5. Instruments dérivés et comptabilité de couverture. — Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Dérivés de transaction. — Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Dérivés de couverture. — Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Couverture de juste valeur. — La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie. — Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture). — Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

— Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;

– des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêté.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survivance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur. — Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

— Deux tests d'efficacité sont réalisés :

– un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;

– un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

Couverture d'un investissement net libellé en devises. — L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

4.1.6. Détermination de la juste valeur. — Principes généraux – La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – *Credit Valuation Adjustment*) et du risque de non-exécution (DVA – *Debit Valuation Adjustment*). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale. — Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

Hierarchie de la juste valeur. — Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif – Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

- La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :
  - une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
  - une baisse significative du volume des transactions ;
  - une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
  - une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
  - une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
  - une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
  - des écarts très importants entre le prix vendeur (BID) et le prix acheteur (ASK) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1) — Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2. — En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

- Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :
  - les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
  - les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
    - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
    - les volatilités implicites,
    - les « spreads » de crédit ;
    - les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

Instruments dérivés de niveau 2. — Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

— Instruments non dérivés de niveau 2. — Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

— Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

— Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

— Juste valeur de niveau 3. — Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

- Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :
  - les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE
  - certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
  - les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
  - des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
  - les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur. — Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 5.5.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (*Day one profit*). — La marge dégagée lors de la comptabilisation initiale d'un instrument financier ne peut être reconnue en résultat qu'à la condition que l'instrument financier puisse être évalué de manière fiable dès son initiation. Sont considérés comme respectant cette condition les instruments traités sur un marché actif et les instruments valorisés à partir de modèles reconnus utilisant uniquement des données de marché observables.

Pour les autres instruments, valorisés à l'aide de données non observables ou de modèles propriétaires, la marge dégagée à l'initiation (*Day one profit*) est différée et étalée en résultat sur la période anticipée d'indisponibilité des paramètres de valorisation.

Lorsque les paramètres de valorisation utilisés deviennent observables ou que la technique de valorisation utilisée évolue vers un modèle reconnu et répandu, la part de la marge neutralisée à l'initiation de l'opération et non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Dans les cas exceptionnels où la marge dégagée lors de la comptabilisation initiale est négative (« *Day one loss* »), la perte est prise immédiatement en résultat, que les paramètres soient observables ou non.

Au 31 décembre 2017, le groupe n'a aucun « *Day one profit* » à étaler.

Cas particuliers. — Juste valeur des titres de BPCE. — La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation disponibles à la vente, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2017, la valeur nette comptable s'élève à 1 211 760 milliers d'Euros pour les titres BPCE

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti. — Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

— Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues : Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur.

— Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle. — La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de :

Juste valeur des crédits interbancaires. — La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Ces flux sont actualisés sur une courbe qui tient compte du risque associé à la contrepartie, qui est observable sur le marché directement ou qui est reconstitué à partir d'autres données observables (par exemple les titres émis et cotés par cette contrepartie). Les options de remboursement anticipé sont modélisées par des swaptions fictives qui permettraient à leur détenteur de sortir de l'instrument.

Juste valeur des dettes interbancaires. — Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondra à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du groupe BPCE.

Instruments reclassés en « Prêts et créances » ayant la nature juridique de « titres ». — L'illiquidité de ces instruments, nécessaire au classement en prêts et créances, avait été appréciée en date de reclassement.

Postérieurement au reclassement, il peut arriver que certains instruments redeviennent liquides et soient évalués en juste valeur de niveau 1.

Dans les autres cas, leur juste valeur est évaluée à l'aide de modèles identiques à ceux présentés précédemment pour les instruments évalués à la juste valeur au bilan.

4.1.7. Dépréciation des actifs financiers. — Dépréciation des titres – Les titres autres que ceux classés en portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sont dépréciés individuellement dès lors qu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements générateurs de pertes intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier qui peut être estimé de façon fiable.

Les règles de dépréciation sont différentes selon que les titres sont des instruments de capitaux propres ou des instruments de dettes.

Pour les instruments de capitaux propres, une baisse durable ou une diminution significative de la valeur constituent des indicateurs objectifs de dépréciation.

Le groupe considère qu'une baisse de plus de 50 % ou depuis plus de 36 mois de la valeur d'un titre par rapport à son coût historique caractérise un indicateur objectif de dépréciation durable se traduisant par la constatation d'une dépréciation en résultat.

Ces critères de dépréciations sont, par ailleurs, complétés par l'examen ligne à ligne des actifs subissant une baisse de plus de 30 % ou depuis plus de 6 mois de leur valeur par rapport à leur coût historique ou en cas d'événements susceptibles de caractériser un déclin significatif ou prolongé. Une charge de dépréciation est enregistrée au compte de résultat si le groupe estime que la valeur de l'actif ne pourra être recouvrée en totalité.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, une analyse qualitative de leur situation est effectuée.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est irréversible et ne peut être reprise par résultat. Les pertes sont inscrites dans le poste « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Les gains latents subséquents à une dépréciation sont différés en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » jusqu'à la cession des titres.

Pour les instruments de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI), une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

La dépréciation des instruments de dettes doit être reprise par résultat en cas d'amélioration de la situation de l'émetteur. Ces dépréciations et reprises sont inscrites dans le poste « Coût du risque ».

**Dépréciation des prêts et créances.** — La norme IAS 39 définit les modalités de calcul et de comptabilisation des pertes de valeur constatées sur les prêts.

— Une créance est dépréciée si les deux conditions suivantes sont réunies :

— il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Au niveau individuel, le caractère avéré d'un risque de crédit découle des événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation, la survenance d'un impayé depuis 3 mois au moins ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées ou la mise en œuvre de procédures contentieuses.

— ces événements entraînent la constatation de pertes avérées (incurred losses).

Les dépréciations sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan.

— Deux types de dépréciations sont enregistrés en coût du risque :

- les dépréciations sur base individuelle ;
- les dépréciations sur base de portefeuilles.

**Dépréciation sur base individuelle.** — Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances. Les garanties sont prises en compte pour déterminer le montant des dépréciations et, lorsqu'une garantie couvre intégralement le risque de défaut, l'encours n'est pas déprécié.

**Dépréciation sur base de portefeuilles.** — Les dépréciations sur base de portefeuilles couvrent les encours non dépréciés au niveau individuel. Conformément à la norme IAS 39, ces derniers sont regroupés dans des portefeuilles de risques homogènes qui sont soumis collectivement à un test de dépréciation.

Les encours des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne sont regroupés en ensembles homogènes en termes de sensibilité à l'évolution du risque sur la base du système de notation interne du groupe. Les portefeuilles soumis au test de dépréciation sont ceux relatifs aux contreparties dont la notation s'est significativement dégradée depuis l'octroi et qui sont de ce fait considérés comme sensibles. Ces encours font l'objet d'une dépréciation, bien que le risque de crédit ne puisse être individuellement alloué aux différentes contreparties composant ces portefeuilles et dans la mesure où les encours concernés présentent collectivement une indication objective de perte de valeur.

Le montant de la dépréciation est déterminé en fonction de données historiques sur les probabilités de défaut à maturité et les pertes attendues, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette approche est éventuellement complétée d'une analyse sectorielle ou géographique, reposant généralement sur une appréciation « à dire d'expert » considérant une combinaison de facteurs économiques intrinsèques à la population analysée. La dépréciation sur base de portefeuilles est déterminée sur la base des pertes attendues à maturité sur l'assiette ainsi déterminée.

**4.1.8. Reclassements d'actifs financiers.** — Plusieurs reclassements sont autorisés : Reclassements autorisés antérieurement aux amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union européenne le 15 octobre 2008

Figurent notamment parmi ces reclassements, les reclassements d'actifs financiers disponibles à la vente vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout titre à revenu fixe répondant à la définition des « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ayant une maturité définie, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre jusqu'à son échéance. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention jusqu'à maturité.

Reclassements autorisés depuis l'amendement des normes IAS 39 et IFRS 7 adoptées par l'Union européenne le 15 octobre 2008

— Ce texte définit les modalités des reclassements vers d'autres catégories d'actifs financiers non dérivés à la juste valeur (à l'exception de ceux inscrits en juste valeur sur option) :

— reclassement de titres de transaction vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

Tout actif financier non dérivé peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe est en mesure de démontrer l'existence de « circonstances rares » ayant motivé ce reclassement. L'IASB a, pour mémoire, qualifié la crise financière du second semestre 2008 de « circonstance rare ».

Seuls les titres à revenu fixe ou déterminable peuvent faire l'objet d'un reclassement vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ». L'établissement doit par ailleurs avoir l'intention et la capacité de détenir ces titres jusqu'à maturité. Les titres inscrits dans cette catégorie ne peuvent être couverts contre le risque de taux d'intérêt ;

— reclassement de titres de transaction ou de titres disponibles à la vente vers la catégorie « Prêts et créances ».

Tout actif financier non dérivé répondant à la définition de « Prêts et créances » et, en particulier, tout titre à revenu fixe non coté sur un marché actif, peut faire l'objet d'un reclassement dès lors que le groupe modifie son intention de gestion et décide de détenir ce titre sur un futur prévisible ou à maturité. Le groupe doit par ailleurs avoir la capacité de cette détention à moyen ou long terme.

Les reclassements sont réalisés à la juste valeur à la date du reclassement, cette valeur devenant le nouveau coût amorti pour les instruments transférés vers des catégories évaluées au coût amorti.

Un nouveau « taux d'intérêt effectif » (TIE) est alors calculé à la date du reclassement afin de faire converger ce nouveau coût amorti vers la valeur de remboursement, ce qui revient à considérer que le titre a été reclassé avec une décote.

Pour les titres auparavant inscrits parmi les actifs financiers disponibles à la vente, l'étalement de la nouvelle décote sur la durée de vie résiduelle du titre sera généralement compensé par l'amortissement de la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global à la date du reclassement et reprise sur base actuarielle au compte de résultat.

En cas de dépréciation postérieure à la date de reclassement d'un titre auparavant inscrit parmi les actifs financiers disponibles à la vente, la perte latente figée en gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global à la date du reclassement est reprise immédiatement en compte de résultat.

**4.1.9. Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers.** — Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

**Opérations de pension livrée.** — Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur si ce passif a été classé dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur si elle a été classée dans la catégorie « Juste valeur sur option ».

**Opérations de prêts de titres secs.** — Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

**Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers.** — Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

**Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers.** — Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme comptable IAS 39 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

**4.1.10. Compensation des actifs et des passifs financiers.** — Conformément à la norme IAS 32, le groupe compense un actif financier et un passif financier et un solde net est présenté au bilan à la double condition d'avoir un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de dérivés et de pensions livrées traitées avec des chambres de compensation, dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères mentionnés supra, font l'objet d'une compensation au bilan (cf. note 5.22).

**4.2. Immeubles de placement.** — Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles (cf. note 4.3) pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités ».

**4.3. Immobilisations.** — Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

— Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre

— Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues :

- constructions : 35 ans ;
- aménagements : 10 ans ;
- mobiliers : 10 ans ;
- matériels spécialisés : 5 ans ;
- matériels informatiques : 3 ans ;
- logiciels : maximum 3 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 4.9.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

4.4. Actifs destinés à être cédés et dettes liées. — En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IAS 39.

4.5. Provisions. — Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement. — Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

— Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

— Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

4.6. Produits et charges d'intérêts. — Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, ainsi que les produits et charges d'intérêts relatifs aux actifs financiers disponibles à la vente et aux engagements de financement, et les intérêts courus des instruments dérivés de couverture.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.



- Le groupe a choisi l'option suivante concernant la comptabilisation des intérêts négatifs :
- lorsque la rémunération d'un actif financier instrument de dette est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif financier instrument de dette est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

4.7. Commissions sur prestations de services. — Les commissions sont comptabilisées en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

4.8. Opérations en devises. — Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers disponibles à la vente est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

4.9. Opérations de location-financement et assimilées. — Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

4.9.1. Contrats de location-financement. — Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

— La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option sera levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ; et
- les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

— Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur relatives à la résiliation sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ; et
- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour une deuxième période moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées selon la même méthode que celle décrite pour les prêts et créances.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égaux :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

4.9.2. Contrats de location simple. — Un contrat qui n'est pas qualifié de location financement est classé par défaut en contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

4.10. Avantages du personnel. — Les avantages au personnel sont classés en quatre catégories :

4.10.1. Avantages à court terme. — Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation et primes dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice, y compris pour les montants restant dus à la clôture.

4.10.2. Avantages à long terme. — Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul consiste à répartir la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

Les écarts actuariels (par exemple ceux liés à la variation des hypothèses financières de taux d'intérêt) et les coûts des services passés sont immédiatement comptabilisés en résultat et inclus dans la provision.

4.10.3. Indemnités de cessation d'emploi. — Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

4.10.4. Avantages postérieurs à l'emploi. — Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements.

Les écarts de revalorisation des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs de changement dans les hypothèses actuarielles et d'ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en capitaux propres (autres éléments de résultat global) sans transfert en résultat ultérieur. Les écarts de revalorisation des avantages à long terme sont enregistrés en résultat immédiatement.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements et le coût des services passés.

Le montant de la provision au passif du bilan correspond au montant de l'engagement net.

Les avantages postérieurs à l'emploi sont classés en régimes à cotisations définies ou en régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies : L'employeur est seulement engagé à payer des cotisations fixées d'avance à un assureur ou à une entité externe à l'entreprise. Les avantages qui en résultent pour les salariés dépendent des cotisations versées et du rendement des placements effectués grâce à ces cotisations. L'employeur n'a pas d'obligation de financer des compléments si les fonds ne sont pas suffisants pour verser les prestations attendues par les salariés. Le risque actuariel (risque que les prestations soient moins importantes que prévu) et le risque de placement (risque que les actifs investis ne soient pas suffisants pour faire face aux prestations prévues) incombent aux membres du personnel.

Les régimes d'avantages à cotisations définies sont comptabilisés comme des avantages à court terme. La charge est égale à la cotisation due au titre de l'année. Il n'y a pas d'engagement à évaluer.

Régimes à prestations définies : Dans les régimes à prestations définies, le risque actuariel et le risque de placement incombent à l'entreprise. L'obligation de l'entreprise n'est pas limitée au montant des cotisations qu'elle s'est engagée à payer. C'est notamment le cas lorsque le montant des prestations que recevra le personnel est défini par une formule de calcul et non pas par le montant des fonds disponibles pour ces prestations. C'est aussi le cas lorsque l'entreprise garantit directement ou indirectement un rendement spécifié sur les cotisations, ou lorsqu'elle a un engagement explicite ou implicite de revaloriser les prestations versées.

Le coût et l'obligation qui en résultent pour l'entreprise doivent être appréhendés sur une base actualisée car les prestations peuvent être versées plusieurs années après que les membres du personnel ont effectué les services correspondants.

4.11. Impôts différés. — Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

— Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers disponibles à la vente ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

4.12. Activités de promotion immobilière. — Le chiffre d'affaires des activités de promotion immobilière représente le montant de l'activité de promotion logement et tertiaire et des activités de prestations de services.

Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice sont comptabilisées suivant la méthode de l'avancement sur la base des derniers budgets d'opérations actualisés à la clôture.

Lorsque le résultat de l'opération ne peut être estimé de façon fiable, les produits ne sont comptabilisés qu'à hauteur des charges comptabilisées qui sont recouvrables.

— Le dégagement des marges opérationnelles pour les opérations de promotion tient compte de l'ensemble des coûts affectables aux contrats :

- l'acquisition des terrains ;
- les travaux d'aménagement et de construction ;
- les taxes d'urbanisme ;
- les études préalables, qui sont stockées seulement si la probabilité de réalisation de l'opération est élevée ;
- les honoraires internes de maîtrise d'ouvrage de l'opération ;
- les frais commerciaux affectables (commissions des vendeurs internes et externes, publicité des programmes, bulles de vente, etc.) ;
- les frais financiers affectés aux opérations.

Les stocks et travaux en cours sont constitués des terrains évalués à leur coût d'acquisition, des travaux en cours (coût d'aménagement et de construction), des frais commerciaux affectables (commissions des vendeurs internes et externes, bulles de vente, etc.) et des produits finis évalués au prix de revient. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont incluses dans les stocks si les probabilités de réalisation de l'opération sont élevées. Dans le cas contraire, ces frais sont constatés en charges de l'exercice.

Lorsque la valeur nette de réalisation des stocks et des travaux en cours est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

4.13. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 61 681 millions d'Euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 275 millions d'Euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 60 406 millions d'Euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2017. Le montant des contributions versées représente pour l'exercice 8 673 millions d'Euros dont 7 372 millions d'Euros comptabilisés en charge et 1 301 millions d'Euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 4 287 millions d'Euros.

#### Note 5. – Notes relatives au bilan.

##### 5.1. Caisse, banques centrales :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Caisse	212 745	218 629
Banques centrales		
Total caisse, banques centrales	212 745	218 629

5.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat. — Ces actifs et passifs sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, et de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IAS 39.

Les actifs et passifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les dérivés constitutifs de « couverture économique »

5.2.1. Actifs financiers à la juste valeur par résultat. — Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Prêts à la clientèle		187 123	187 123		243 493	243 493
Prêts		187 123	187 123		243 493	243 493
Dérivés de transaction	12 820		12 820	21 814		21 814
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	12 820	187 123	199 943	21 814	243 493	265 307

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (Credit Valuation Adjustment) pour un montant de 502 millions d'Euros.

Conditions de classification des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. — Les actifs financiers valorisés à la juste valeur sur option comprennent certains contrats de prêts structurés aux collectivités locales.

(En milliers d'Euros)	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Dérivés incorporés	Actifs financiers à la juste valeur sur option
Prêts et opérations de pension	187 123			187 123
Total	187 123			187 123

Prêts et créances à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit. — L'exposition au risque de crédit représente une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan. Lorsque des achats de protection ont été effectués en lien avec la mise en place de ces prêts, la juste valeur des dérivés de crédit liés est présentée.

La ligne « Prêts à la clientèle » comprend notamment les prêts structurés consentis par le groupe aux collectivités locales pour un montant de 186 906 millions d'Euros au 31 décembre 2017 contre 243 258 millions d'Euros au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2017, le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option.

La variation de juste valeur de ces actifs financiers imputable au risque de crédit n'est pas significative.

5.2.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat. — A l'exception du portefeuille de dérivés de transaction dont la juste valeur négative s'élève à 51 653 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (76 489 milliers d'Euros au 31 décembre 2016), le groupe n'a pas émis de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat.

A noter que ce poste est également diminué du montant des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la DVA (Debit Valuation Adjustment) pour un montant de - 54 milliers d'Euros.

5.2.3. Instruments dérivés de transaction. — Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	690 717	13 114	51 490	859 856	22 566	76 363
Instruments de change	47 477			26 087		
Opérations fermes	738 194	13 114	51 490	885 943	22 566	76 363
Instruments de taux	21 462	208	217	22 192	242	247
Opérations conditionnelles	21 462	208	217	22 192	242	247
Dérivés de crédit		-503	-54		-994	-121
Total des instruments dérivés de transaction	759 656	12 820	51 653	908 135	21 814	76 489

5.3 Instruments dérivés de couverture. — Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	9 938 143	129 957	679 113	9 864 498	140 755	841 878
Opérations fermes	9 938 143	129 957	679 113	9 864 498	140 755	841 878
Couverture de juste valeur	9 938 143	129 957	679 113	9 864 498	140 755	841 878
Instruments de taux	393 833	36 566	48 965	404 167	45 857	51 441
Opérations fermes	393 833	36 566	48 965	404 167	45 857	51 441
Couverture de flux de trésorerie	393 833	36 566	48 965	404 167	45 857	51 441
Total des instruments dérivés de couverture	10 331 976	166 523	728 078	10 268 665	186 612	893 319

5.4. Actifs financiers disponibles à la vente. — Il s'agit des actifs financiers non dérivés qui n'ont pas été classés dans l'une des autres catégories (« Actifs financiers à la juste valeur », « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » ou « Prêts et créances »).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Effets publics et valeurs assimilées	2 624 418	2 498 061
Obligations et autres titres à revenu fixe	700 593	834 849
Titres dépréciés	1 483	1 822
Titres à revenu fixe	3 326 494	3 334 732
Actions et autres titres à revenu variable	1 760 329	1 788 884
Prêts aux établissements de crédit		
Prêts à la clientèle	32	32
Prêts	32	32

Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	5 086 855	5 123 648
Dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts	-1 483	-1 822
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	-289 654	-295 490
Total des actifs financiers disponibles à la vente	4 795 718	4 826 336
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	112 042	120 989

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constitue des indices de perte de valeur.

Au 31 décembre 2017, les gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global incluent 74864 milliers d'Euros de gains sur titres à revenus fixes et 37 178 milliers d'Euros de gains sur titres à revenus variables.

#### 5.5. Juste valeur des actifs et passifs financiers :

5.5.1. Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers. — La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

#### 5.5.2. Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur :

— Au 31 décembre 2017 :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Reclassements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		
			Au compte de résultat		en capitaux propres
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	
Actifs financiers :					
Titres					
Autres actifs financiers	243 493		-10 150		
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	243 493		-10 150		
Titres de participation	1 376 622		39 170	303	-8 064
Autres titres	123 308		1 831	9 121	-7 136
Titres à revenu fixe	55 093		631	-15	-108
Titres à revenu variable	68 215		1 200	9 136	-7 028
Autres actifs financiers	32				
Actifs financiers disponibles à la vente	1 499 962		41 001	9 424	-15 200
Passifs financiers :					
Instruments dérivés					
Dérivés de taux					
Passifs financiers détenus à des fins de transaction					

(En milliers d'Euros)	Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2017
	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
Actifs financiers :						
Titres						
Autres actifs financiers		-46 220				187 123
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		-46 220				187 123
Titres de participation	19	-37 114				1 370 937
Autres titres :	22 707	-46 499		-733		102 599
Titres à revenu fixe		-23 870		-733		30 997
Titres à revenu variable	22 707	-22 629				71 602
Autres actifs financiers						32
Actifs financiers disponibles à la vente	22 726	-83 613		-733		1 473 568
Passifs financiers :						
Instruments dérivés				-3 688		3 688
Dérivés de taux				-3 688		3 688
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				-3 688		3 688

Au 31 décembre 2017, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement :

Au cours de l'exercice, - 40 276 milliers d'Euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont - 30 852 milliers d'Euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2017.

Ces gains et pertes impactent le produit net bancaire à hauteur de - 40 276 milliers d'Euros et les gains ou pertes sur autres actifs est nul.

Au cours de l'exercice, 15 200 milliers d'Euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en autres éléments du résultat global au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 15 133 milliers d'Euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2017.

— Au 31 décembre 2016

(En milliers d'Euros)	01/01/2016	Reclassements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période		
			Au compte de résultat (2)		en capitaux propres
			Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	
Actifs financiers :					
Titres	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	340 109	0	-41 188	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	340 109	0	-41 188	0	0
Titres de participation	1 360 737	0	33 914	233	15 738
Autres titres	141 000	0	3 222	47	353
Titres à revenu fixe	75 565	0	1 167	28	71
Titres à revenu variable	65 435	0	2 055	19	282
Autres actifs financiers	0	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	1 501 737	0	37 136	280	16 091
Passifs financiers					
Instruments dérivés	8 479	0	0	59	0
Dérivés de taux	8 479	0	0	59	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	8 479	0	0	59	0

(En milliers d'Euros)	Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2016
	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
Actifs financiers						
Titres	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	0	-55 428	0	0	0	243 493
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	-55 428	0	0	0	243 493
Titres de participation	526	-34 526	0	0	0	1 376 622
Autres titres	6 411	-27 725	0	0	0	123 308
Titres à revenu fixe	0	-21 738	0	0	0	55 093
Titres à revenu variable	6 411	-5 987	0	0	0	68 215
Autres actifs financiers	0	0	0	32	0	32
Actifs financiers disponibles à la vente	6 937	-62 251	0	32	0	1 499 962
Passifs financiers					0	
Instruments dérivés	0	-509	-8 029	0	0	0
Dérivés de taux	0	-509	-8 029	0	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	-509	-8 029	0	0	0

Au 31 décembre 2016, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement les titres de participations et les prêts structurés aux collectivités.

Au cours de l'exercice, - 3 831 milliers d'Euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont - 4 052 milliers d'Euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2016.

Ces gains et pertes impactent le produit net bancaire à hauteur de - 3 823 milliers d'Euros et les gains ou pertes sur autres actifs à hauteur de - 8 milliers d'Euros.

Au cours de l'exercice, 16 091 milliers d'Euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en autres éléments du résultat global au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont 16 264 milliers d'Euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2016.

5.5.3. Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur. — Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

(En milliers d'Euros)	De	Niveau 1	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 2	Niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 2
Autres titres					-733	
Titres à revenu fixe					-733	
Actifs financiers disponibles à la vente					-733	
Instruments dérivés					3 688	
Dérivés de taux					3 688	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction					3 688	

5.5.4. Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses. — Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « Actifs financiers disponibles à la vente ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 4.1.6 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux de croissance à l'infini et le taux d'actualisation figurent parmi les paramètres les plus significatifs.

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 15 722 milliers d'Euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Le titre étant déprécié durablement, ce montant serait enregistré en dépréciation complémentaire au compte de résultat.

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 15 374 milliers d'Euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 43 063 milliers d'Euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 40 281 milliers d'Euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Le titre étant déprécié durablement, ce montant serait enregistré en dépréciation complémentaire au compte de résultat.

Le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France n'a pas d'autre instrument significatif évalué à la juste valeur de niveau 3 en annexe.

5.6. Prêts et créances. — Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

5.6.1. Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12 230 505	12 555 315
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	12 230 505	12 555 315

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 14.

— Décomposition des prêts et créances bruts sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires débiteurs	270 751	471 955
Comptes et prêts (1)	11 957 432	11 997 561
Autres prêts et créances sur les établissements de crédit	2 322	85 799
Total des prêts et créances bruts sur les établissements de crédit	12 230 505	12 555 315

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 6 949 239 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 contre 7 239 394 d'Euros au 31 décembre 2016.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 5 166 557 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (5 206 356 milliers d'Euros au 31 décembre 2016).

5.6.2. Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Prêts et créances sur la clientèle	41 259 114	37 774 120
Dépréciations individuelles	-316 712	-306 478
Dépréciations sur base de portefeuilles	-43 955	-46 814
Total des prêts et créances sur la clientèle	40 898 447	37 420 828

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 14.

— Décomposition des prêts et créances bruts sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires débiteurs	244 147	197 569
Prêts à la clientèle financière	83 548	3 065
Crédits de trésorerie et créances commerciales	3 480 852	3 208 922
Crédits à l'équipement	10 692 028	10 225 764
Crédits au logement	25 991 882	23 412 024
Crédits à l'exportation	1 962	2 875
Opérations de pension		
Opérations de location-financement		
Prêts subordonnés	41 478	42 193
Autres crédits	35 684	29 897
Autres concours à la clientèle	40 327 434	36 924 740
Titres assimilés à des prêts et créances	5 668	5 669
Autres prêts et créances sur la clientèle	11 868	10 872
Prêts et créances dépréciés	669 998	635 270
Total des prêts et créances bruts sur la clientèle	41 259 115	37 774 120

5.7. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. — Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable ayant une date d'échéance déterminée et que le groupe a l'intention manifeste et les moyens de détenir jusqu'à l'échéance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Effets publics et valeurs assimilées	327 343	726 608
Obligations et autres titres à revenu fixe	1	1
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	327 344	726 609
Dépréciations		
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	327 344	726 609

La juste valeur des actifs détenus jusqu'à l'échéance est présentée en note 14.

5.8. Reclassements d'actifs financiers. — Portefeuille d'actifs financiers reclassés : En application des amendements des normes IAS 39 et IFRS 7 « Reclassements d'actifs financiers », le groupe n'a procédé à aucun reclassement d'actifs financiers au cours du second semestre 2008 ainsi qu'au cours des exercices 2009 à 2017.

5.9. Impôts différés. — Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plus-values latentes sur OPCVM	367	3 831
GIE fiscaux		
Provisions pour passifs sociaux	4 476	8 646
Provisions pour activité d'épargne-logement	28 616	28 941
Provisions sur base de portefeuilles	15 164	16 124
Autres provisions non déductibles	27 303	36 291
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	-44 570	-47 686
Autres sources de différences temporelles (2)	62 448	65 423
Dont effet du report variable sur base hors gains et pertes latents	-29 113	-20 995
Dont effet du report variable sur gains et pertes latents	8 866	5 615
Impôts différés liés aux décalages temporels	93 804	111 570
Impôts différés nets	93 804	111 570
Comptabilisés		
A l'actif du bilan	93 804	111 570
Au passif du bilan		

Au 31 décembre 2017, les différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ont fait l'objet d'un calcul d'impôt différé comptabilisé au bilan.



## 5.10. Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement	394 895	315 170
Charges constatées d'avance	2 815	2 325
Produits à recevoir	125 324	114 753
Autres comptes de régularisation	65 531	37 717
Comptes de régularisation - actif	588 565	469 965
Dépôts de garantie versés	618 929	777 700
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres		15
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
Autres actifs divers liés à l'assurance		
Débiteurs divers	189 144	157 617
Actifs divers	808 073	935 332
Total des comptes de régularisation et actifs divers	1 396 638	1 405 297

## 5.11. Immeubles de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés au coût historique	30 508	-24 533	5 975	31 429	-24 120	7 309
Total des immeubles de placement			5 975			7 309

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 31 692 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (30 194 milliers d'Euros au 31 décembre 2016).

La juste valeur des immeubles de placement, dont les principes d'évaluation sont décrits en note 4.2, est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

## 5.12. Immobilisations :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations corporelles :						
Terrains et constructions	678 285	-333 345	344 940	670 482	-311 275	359 207
Equipements, mobiliers et autres immobilisations corporelles	180 465	-148 296	32 169	173 131	-142 986	30 145
Total des immobilisations corporelles	858 750	-481 641	377 109	843 613	-454 261	389 352
Immobilisations incorporelles :						
Droit au bail	64 160	-20 482	43 678	64 530	-19 832	44 698
Logiciels	13 469	-12 916	553	13 658	-12 648	1 010
Total des immobilisations incorporelles	77 629	-33 398	44 231	78 212	-32 480	45 732

5.13. Écarts d'acquisition. — Conformément à la réglementation, l'ensemble des écarts d'acquisition a fait l'objet de tests de dépréciation, fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés.

L'acquisition de BCP France (juillet 2006) s'était traduite par la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 26 358 milliers d'Euros au niveau de la Caisse d'Epargne Ile-de-France. Au 31 décembre 2017, l'écart d'acquisition n'a pas été déprécié, il s'élève toujours à 26 358 milliers d'Euros.

Tests de dépréciation. — L'ensemble des écarts d'acquisition a, conformément à la réglementation, fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ils sont rattachés.

— La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du processus budgétaire du groupe. Les hypothèses suivantes ont été utilisées :

– flux futurs estimés : La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation des flux de dividendes distribuables tels qu'ils résultent des plans à moyen terme à 3 ans établis par le management de BCP (méthode DDM).

– taux de croissance à l'infini : 2%

– taux d'actualisation : 10,5%. L'approche consiste à prendre en compte la moyenne du coût des fonds propres ressortant d'un échantillon de banques universelles traditionnelles françaises.

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de 5 M€,

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 5 M€,

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la valeur d'utilité de 2 M€,

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de 2 M€.

Ces tests n'ont pas conduit la Caisse d'Epargne Ile-de-France à identifier de dépréciation à la clôture de l'exercice 2017.

5.14. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

5.14.1. Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes à vue	140 462	395 353
Opérations de pension		
Dettes rattachées	31	131
Dettes à vue envers les établissements de crédit	140 493	395 484
Emprunts et comptes à terme	8 495 985	9 698 502
Opérations de pension	33 431	235 172
Dettes rattachées	37 222	76 785
Dettes à terme envers les établissements de crédit	8 566 638	10 010 459
Total des dettes envers les établissements de crédit	8 707 131	10 405 943

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 14.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 6 087 087 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (7 971 747 milliers d'Euros au 31 décembre 2016).

5.14.2. Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	13 384 764	11 329 698
Livret A	13 412 973	13 131 221
Plans et comptes épargne-logement	8 747 098	8 526 024
Autres comptes d'épargne à régime spécial	6 377 133	6 349 248
Dettes rattachées	163	290
Comptes d'épargne à régime spécial	28 537 367	28 006 783
Comptes et emprunts à vue	56 962	33 183
Comptes et emprunts à terme	2 889 434	1 650 645
Dettes rattachées	68 800	73 088
Autres comptes de la clientèle	3 015 196	1 756 916
Total des dettes envers la clientèle	44 937 327	41 093 397

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 14.

5.15. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse et bons d'Epargne	2 734	5 529
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	160 000	
Autres dettes représentées par un titre		
Total	162 734	5 529
Dettes rattachées	337	706
Total des dettes représentées par un titre	163 071	6 235

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 14.

5.16. Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement	384 505	387 200
Produits constatés d'avance	28 634	33 774
Charges à payer	126 782	123 785
Autres comptes de régularisation créditeurs	194 657	188 637
Comptes de régularisation - passif	734 578	733 396
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	27 459	26 467

Dépôts de garantie reçus	3 466	623
Créditeurs divers	239 680	224 775
Passifs divers liés à l'assurance		
Passifs divers	270 605	251 865
Total des comptes de régularisation et passifs divers	1 005 183	985 261

5.17. Provisions. — Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous.

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements (1)	31/12/2017
Provisions pour engagements sociaux (1)	39 342	7 573	-2 882	-16 671	-2 285	25 077
Provisions pour restructurations	959			-959		
Risques légaux et fiscaux	30 929	32 152	-1 066	-7 972		54 043
Engagements de prêts et garanties	6 911	6 778		-2 031		11 658
Provisions pour activité d'épargne-logement	84 063	238		-1 182		83 119
Autres provisions d'exploitation	27 777	12 499	-268	-3 048		36 960
Total des provisions	189 981	59 240	-4 216	-31 863	-2 285	210 857

(1) Les autres mouvements comprennent la variation de l'écart de réévaluation sur les passifs sociaux (2 285 milliers d'Euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

5.17.1. Encours collectés au titre de l'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL) :		
Ancienneté de moins de 4 ans	4 507 358	4 140 903
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 367 617	2 419 649
Ancienneté de plus de 10 ans	1 402 874	1 504 403
Encours collectés au titre des plans épargne logement	8 277 849	8 064 955
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	469 249	461 069
Total des encours collectés au titre de l'épargne logement	8 747 098	8 526 024

5.17.2. Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	3 430	5 105
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	6 891	10 358
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement	10 321	15 463

5.17.3. Provisions constituées au titre de l'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations / Reprises nettes	31/12/2017
Provisions constituées au titre des PEL ancienneté de moins de 4 ans :	49 907	-28 836	21 071
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	6 394	26 125	32 519
Ancienneté de plus de 10 ans	24 143	1 144	25 286
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	80 444	-1 568	78 876
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	3 690	595	4 286
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-30	8	-23
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-41	19	-22
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-71	28	-45
Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement	84 063	-945	83 117

5.18. Dettes subordonnées. — Le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France n'a plus de dettes subordonnées au passif de son bilan.

5.19. Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis :

5.19.1. Parts sociales :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
-----------------------	------------	------------

	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	73 814 734	20	1 476 295	73 814 734	20	1 476 295
Augmentation de capital						
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	73 814 734		1 476 295	73 814 734		1 476 295

Les SLE étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées. En conséquence, les informations fournies au titre des parts sociales correspondent à celles de la Caisse d'Epargne Ile-de-France

5.20. Participations ne donnant pas le contrôle. — Au 31 décembre 2017, le Groupe Caisse d'Epargne Ile de France ne détient pas d'entités consolidées ne lui donnant pas le contrôle.

5.21. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de réévaluation sur régime à prestations définies	2 285	-730	1 555	-3 460	1 188	-2 272
Eléments non recyclables en résultat			1 555			-2 272
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-8 947	2 197	-6 750	19 647	1 083	20 730
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	-9 627	4 001	-5 626	12 150	-1 715	10 435
Eléments recyclables en résultat			-12 376			31 165
Total des gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts)			-10 821			28 893
Part du groupe			-11 110			28 695
Participations ne donnant pas le contrôle			289			198

5.22. Compensation d'actifs et de passifs financiers. — Le groupe n'opère pas de compensation d'actifs et de passifs financiers au bilan en application des règles de compensation d'IAS 32

Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

— Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

— pour les opérations de pension :

— les emprunts ou prêts résultant d'opérations de pensions inverses avec la même contrepartie, ainsi que les titres reçus ou donnés en garantie (pour la juste valeur desdits titres) ;

— les appels de marge sous forme de titres (pour la juste valeur desdits titres) ;

— pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

5.22.1. Actifs financiers. — Actifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collatéral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collatéral)	Exposition nette
Instruments dérivés (transaction et couverture)	160 292	160 292	0	0	184 240	184 240	0	0
Total	160 292	160 292	0	0	184 240	184 240	0	0

5.22.2. Passifs financiers. — Passifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collatéral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collatéral)	Exposition nette
Instruments dérivés (transaction et couverture)	777 580	160 292	617 221	67	965 713	184 240	777 700	3 773
Opérations de pension	33 464	33 464	0	0	234 955	234 955	0	0
Total	811 044	193 756	617 221	67	1 200 668	419 195	777 700	3 773

Note 6. – Notes relatives au compte de résultat.

6.1. Intérêts, produits et charges assimilés. — Ce poste enregistre les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille d'actifs détenus jusqu'à l'échéance, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées.

Il enregistre également les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers disponibles à la vente et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	966 477	-380 788	585 689	1 032 109	-407 846	624 263
Prêts et créances avec les établissements de crédit (1)	119 914	-70 599	49 315	150 896	-85 573	65 323
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		-56	-56		-147	-147
Instruments dérivés de couverture	72 925	-195 457	-122 532	71 887	-193 828	-121 941
Actifs financiers disponibles à la vente	92 142		92 142	72 746		72 746
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	12 867		12 867	12 937		12 937
Actifs financiers dépréciés	3 589		3 589	3 787		3 787
Autres produits et charges d'intérêts	582	-22	560	1 488	-7	1 481
Total des produits et charges d'intérêts	1 268 496	-646 922	621 574	1 345 850	-687 401	658 449

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 76 480 milliers d'Euros (97 244 milliers d'Euros en 2016) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 944 milliers d'Euros au titre de la reprise nette à la provision épargne logement (2 077 milliers d'Euros de dotation nette au titre de l'exercice 2016).

6.2. Produits et charges de commissions. — Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	8 470	-16	8 454	8 441	-88	8 353
Opérations avec la clientèle	149 423	-70	149 353	139 961	-92	139 869
Prestation de services financiers	14 373	-18 769	-4 396	13 516	-17 839	-4 323
Vente de produits d'assurance vie	140 274		140 274	136 130		136 130
Moyens de paiement	117 106	-48 372	68 734	105 242	-46 561	58 681
Opérations sur titres	9 195	-106	9 089	9 549	-233	9 316
Activités de fiducie	9 796	-6 879	2 917	8 102	-6 803	1 299
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	19 723	-2	19 721	16 224	-1	16 223
Autres commissions	21 792		21 792	20 043		20 043
Total des commissions	490 152	-74 214	415 938	457 208	-71 617	385 591

6.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat. — Ce poste enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

La ligne « Résultat sur opérations de couverture » comprend la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultats sur instruments financiers de transaction (1)	8 852	-11 362
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	-2 781	27 063
Résultats sur opérations de couverture	11 418	-42 041
Inefficacité de la couverture de juste valeur	11 418	-42 041
Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	76 301	11 333
Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	-64 883	-53 374
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie		
Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises		
Résultats sur opérations de change	399	375
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	17 888	-25 965
<i>(1) La ligne « Résultats sur instruments financiers de transaction » inclut sur l'exercice 2017 : La variation de juste valeur des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IAS 39.</i>		

6.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente. — Ce poste enregistre les dividendes des titres à revenu variable, les résultats de cession des actifs financiers disponibles à la vente et des autres actifs financiers non évalués à la juste valeur, ainsi que les pertes de valeur des titres à revenu variable enregistrées en raison d'une dépréciation durable.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Résultats de cession	31 822	11 353
Dividendes reçus	39 526	34 713
Dépréciation durable des titres à revenu variable	-531	-1 640
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	70 817	44 426

L'application automatique des indices de pertes de valeur sur titres cotés repris au paragraphe 4.1.7. n'a pas entraîné de nouvelle dépréciation significative en 2017.

6.5. Produits et charges des autres activités. — Figurent notamment dans ce poste :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges liés à l'activité d'assurance (en particulier les primes acquises, les charges de prestation et les variations de provisions techniques des contrats d'assurance) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017			Exercice 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Autres produits et charges	165		165			
Produits et charges sur opérations de location	165		165			
Résultat de cession d'immeubles de placement	34		34	2 507		2 507
Dotations et reprise d'amortissements et de dépréciations sur immeubles de placement		-785	-785		-788	-788
Revenus et charges sur immeubles de placement	2 021		2 021	1 874		1 874
Produits et charges sur immeubles de placement	2 055	-785	1 270	4 381	-788	3 593
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	7 825	-8 737	-912	7 634	-8 036	-402
Charges refacturées et produits rétrocédés	118		118	132		132
Autres produits et charges divers d'exploitation	8 070	-6 091	1 979	12 520	-5 002	7 479
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation		-19 892	-19 892		-6 671	-6 671
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	16 013	-34 720	-18 707	20 286	-19 709	538
Total des produits et charges des autres activités	18 233	-35 505	-17 272	24 667	-20 497	4 131

6.6. Charges générales d'exploitation. — Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Charges de personnel	-431 818	-427 048
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-33 046	-29 803
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-244 869	-250 822
Autres frais administratifs	-277 915	-280 625
Total des charges générales d'exploitation	-709 733	-707 673
(1) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 7 372 milliers d'Euros (contre 6 450 milliers d'Euros en 2016) et la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de 3 728 milliers d'Euros (contre 4 239 milliers d'Euros en 2016)		

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

6.7. Coût du risque. — Ce poste enregistre la charge nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations constituées sur base de portefeuilles de créances homogènes.

Il porte aussi bien sur les prêts et créances que sur les titres à revenu fixe supportant un risque avéré de contrepartie. Les pertes liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

— Coût du risque de la période :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-50 748	-42 847
Récupérations sur créances amorties	846	1 279
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-5 092	-3 765
Total coût du risque	-54 994	-45 333

— Coût du risque de la période par nature d'actifs :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Opérations avec la clientèle	-54 998	-44 761
Autres actifs financiers	4	-572
Total coût du risque	-54 994	-45 333

6.8. Gains ou pertes sur autres actifs. — Ce poste comprend les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	233	-1 208
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées		-8
Total des gains ou pertes sur autres actifs	233	-1 216

6.9. Impôts sur le résultat :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts courants	-78 439	-90 130
Impôts différés	-23 234	-1 312
Impôts sur le résultat	-101 673	-91 442

— Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique :

	Exercice 2017		Exercice 2016	
	(En milliers d'Euros)	Taux d'impôt	(En milliers d'Euros)	Taux d'impôt
Résultat net part du groupe	201 506		175 412	
Participations ne donnant pas le contrôle	3 515		7 492	
Impôts	101 673		91 442	
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (a)	306 694		274 346	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		34,43%		34,43%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	-105 595		-94 457	
Effet de la variation des impôts différés non constatés				
Effet des différences permanentes	-7 610		-11 601	
Impôts à taux réduit et activités exonérées	7 569		-1 090	

Majoration temporaire de l'impôt sur les sociétés	297		282	
Conséquence de l'évolution du taux d'impôt sur les impôts différés (report variable)	8 059		21 054	
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	-4 423		-1 167	
Autres éléments	-7 815		-10 493	
Charge d'impôts comptabilisée	-101 673		-91 442	
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)		33,2%		33,3%

## Note 7. – Expositions aux risques.

L'information relative au capital et à sa gestion ainsi qu'aux ratios réglementaires est présentée dans la partie Gestion des risques.

L'information relative actifs financiers présentant des impayés et aux réaménagements en présence de difficultés financières est présentée dans la partie Gestion des risques - Risques de crédit et de contrepartie.

7.1. Risque de crédit et risque de contrepartie. — Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la décomposition du portefeuille de crédit par catégories d'expositions brutes et par approches ;
- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

7.1.1. Mesure et gestion du risque de crédit. — Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.2. Exposition globale au risque de crédit et au risque de contrepartie. — Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

(En milliers d'Euros)	Encours sains	Encours douteux	Dépréciations et provisions	Encours net 31/12/2017	Encours net 31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable)	199 943			199 943	265 307
Instruments dérivés de couverture	166 523			166 523	186 612
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	3 326 526	1 483	-1 483	3 326 526	3 334 764
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12 230 505			12 230 505	12 555 315
Prêts et créances sur la clientèle	40 589 117	669 998	-360 667	40 898 448	37 420 828
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	327 344			327 344	726 609
Exposition des engagements au bilan	56 839 958	671 481	-362 150	57 149 289	54 489 435
Garanties financières données	1 388 474	16 829	-11 658	1 393 645	1 190 727
Engagements par signature	6 050 117	4 879		6 054 996	5 471 147
Exposition des engagements au hors bilan	7 438 591	21 708	-11 658	7 448 641	6 661 874
Exposition globale au risque de crédit et au risque de contrepartie au 31 décembre 2017	64 278 549	693 189	-373 808	64 597 930	61 151 309

## 7.1.3. Dépréciations et provisions pour risque de crédit :

(En milliers d'Euros)	01/01/2017	Dotations	Reprises	Autres variations (1)	31/12/2017
Actifs financiers disponibles à la vente	1 822		-339		1 483
Opérations avec la clientèle	353 292	85 749	-74 784	-3 590	360 667
Autres actifs financiers	2 705	349	-487		2 567
Dépréciations déduites de l'actif	357 819	86 098	-75 610	-3 590	364 717
Provisions sur engagements hors bilan	6 911	6 778	-2 031	0	11 658
Total des dépréciations et provisions pour risque de crédit	364 730	92 876	-77 641	-3 590	5

(1) dans cette colonne est présentée l'effet de la désactualisation.

7.1.4. Actifs financiers présentant des impayés. — Les actifs présentant des arriérés de paiement sont des actifs financiers sains présentant des incidents de paiement.

- un instrument de dette peut présenter un arriéré lorsque l'émetteur obligataire ne paie plus son coupon ;



- un prêt est considéré comme étant en arriéré de paiement si une des échéances ressort comptablement impayée ;
- un compte ordinaire débiteur déclaré sur la ligne « Prêts et avances » est considéré comme étant en arriéré de paiement si l'autorisation de découvert, en durée ou en montant, est dépassée à la date de l'arrêt.

Les montants présentés dans le tableau ci-dessous n'incluent pas les impayés techniques, c'est-à-dire notamment les impayés résultant d'un décalage entre la date de valeur et la date de comptabilisation au compte du client.

- Les actifs présentant des arriérés de paiement (capital restant dû et intérêts courus pour les crédits et montant total du découvert pour les comptes ordinaires) se répartissent par ancienneté de l'arriéré de la façon suivante :

(En milliers d'Euros)	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <=180 jours	> 180 jours et <=1 an	> 1 an		
Prêts et avances	595 257	10 401	5 929	1 136	353 286	966 009
Total au 31/12/2017	595 257	10 401	5 929	1 136	353 286	966 009

(En milliers d'Euros)	Encours non dépréciés présentant des impayés				Encours dépréciés (valeur nette)	Total des encours
	< ou = 90 jours	> 90 jours et <=180 jours	> 180 jours et <=1 an	> 1 an		
Prêts et avances	649 884	7 165	2 852	3 880	328 792	992 573
Total au 31/12/2016	649 884	7 165	2 852	3 880	328 792	992 573

7.1.5. Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie. — Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Immeubles de placement	114	705
Total des actifs obtenus par prise de possession de garantie	114	705

7.2. Risque de marché. — Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7 est présentée dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3. Risque de taux d'intérêt global et risque de change. — Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change.

7.4. Risque de liquidité. — Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

(En milliers d'Euros)	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an
Caisse, banques centrales	212 745		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	8 219	3 256	9 630
Instruments dérivés de couverture			

Instruments financiers disponibles à la vente	21 651	29 763	109 773
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 713 484	919 817	823 597
Prêts et créances sur la clientèle	1 157 355	671 474	2 760 377
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			2 846
Actifs financiers par échéance	11 113 454	1 624 310	3 706 223
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit	236 288	639 988	2 294 153
Dettes envers la clientèle	36 312 626	778 141	1 935 108
Dettes subordonnées			
Dettes représentées par un titre	1 459	130	160 022
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passifs financiers par échéance	36 550 373	1 418 259	4 389 283
Engagements de financement donnés en faveur des Ets de crédit	105 750		1 597
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	350 221	317 286	1 447 718
Total engagements de financement donnés	455 971	317 286	1 449 315
Engagements de garantie en faveur des Ets de crédit		2 210	
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	33 398	18 380	139 170
Total engagements de garantie donnés	33 398	20 590	139 170

(En milliers d'Euros)	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2017
Caisse, banques centrales				212 745
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction			12 820	12 820
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option	50 999	95 537	19 482	187 123
Instruments dérivés de couverture			166 523	166 523
Instruments financiers disponibles à la vente	1 730 233	1 138 388	1 765 910	4 795 718
Prêts et créances sur les établissements de crédit	464 916	308 474	217	12 230 505
Prêts et créances sur la clientèle	11 335 011	24 424 396	549 835	40 898 447
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			25 223	25 223
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 677	313 821		327 344
Actifs financiers par échéance	13 591 836	26 280 616	2 540 009	58 856 448
Banques centrales				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - transaction			51 653	51 653
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - sur option				
Instruments dérivés de couverture			728 077	728 078
Dettes envers les établissements de crédit	3 303 266	2 165 734	67 702	8 707 131
Dettes envers la clientèle	3 665 573	2 245 879		44 937 327
Dettes subordonnées				
Dettes représentées par un titre	368	1 092		163 071
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			3 129	3 129
Passifs financiers par échéance	6 969 207	4 412 705	850 562	54 590 389
Engagements de financement donnés en faveur des Ets de crédit		626		107 973
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 296 230	1 531 240	4 328	5 947 023
Total engagements de financement donnés	2 296 230	1 531 866	4 328	6 054 996
Engagements de garantie en faveur des Ets de crédit				2 210
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	372 807	821 953	17 902	1 403 610
Total engagements de garantie donnés	372 807	821 953	17 902	1 405 820

Note 8. – Avantages du personnel.

## 8.1. Charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Salaires et traitements	-234 244	-236 276
Charges des régimes à prestations et cotisations définies	-52 484	-53 789
Autres charges sociales et fiscales	-128 072	-122 797
Intéressement et participation	-17 018	-14 186
Total des charges de personnel	-431 818	-427 048

L'effectif moyen du personnel en activité dans le groupe au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 2 081 cadres et 3 242 non cadres, soit un total de 5 323 salariés.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 5 606 milliers d'Euros au titre de l'exercice 2017 contre 4 933 milliers d'Euros au titre de l'exercice 2016. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

8.2. Engagements sociaux. — Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) est désormais intégré à la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE), régime de maintien de droit. Le régime CGR est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Les orientations stratégiques de la gestion des fonds du régime de maintien de droits des Caisses d'Epargne sont arrêtées par le Conseil d'administration sur la base d'études actif/passif présentées préalablement à un Comité Paritaire de Gestion. Le Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE est également destinataire de ces études pour information.

— Le régime est soumis à plusieurs contraintes ou objectifs qui expliquent les choix stratégiques effectués :

- un risque de provision en cas d'insuffisance de rendement (provision pour aléa financier) ;
- un risque d'insuffisance d'actifs ;
- le souhait d'être en mesure de revaloriser les pensions au niveau de l'ARRCO.

La part de l'obligataire est déterminante (plus de 90 %) ; en effet, la maîtrise du risque de taux pousse l'établissement à répliquer à l'actif les flux prévus au passif à travers une démarche d'adossement. Pour des raisons de lisibilité des risques et de prévisibilité du rendement, l'obligataire est plus souvent détenu sous forme d'obligations gérées en ligne à ligne que par le biais d'OPCVM obligataires. Les contraintes de passif poussent à détenir des actifs longs pour avoir une durée proche de celle du passif (plus de 20 ans). La revalorisation annuelle des rentes dont la cible est proche du niveau ARRCO constitue un objectif déterminant qui pousse à détenir une part élevée d'obligations indexées inflation.

Les régimes CGPCE est présenté parmi les « Compléments de retraite et autres régimes ».

— Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

8.2.1. Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme	31/12/2017	31/12/2016
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes autres	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail		
Dette actuarielle	905 124	10 998	916 122	30 043	12 835	959 000	943 704
Juste valeur des actifs du régime	-1 027 961	0	-1 027 961	-28 149	0	-1 062 351	-1 069 534
Juste valeur des droits à remboursement	0	0	0	0	-6 241	0	0
Effet du plafonnement d'actifs	122 837	0	122 837	606	0	123 443	161 861
Solde net au bilan	0	10 998	10 998	2 500	6 594	20 092	36 031
Engagements sociaux passifs	0	10 998	10 998	2 500	6 594	20 092	36 031
Engagements sociaux actifs	0	0	0	0	0	0	0

8.2.2. Variation des montants comptabilisés au bilan. — Variation de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme		Exercice 2017	Exercice 2016
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dette actuarielle en début de période	888 075	11 885	899 960	30 813	12 931		943 704	908 907
Coût des services rendus				1 561	835		2 396	2 116
Coût des services passés								
Coût financier	14 543		14 543	353	105		15 001	17 513
Prestations versées	-18 073	-887	-18 960	-877	-401		-20 238	-19 878
Autres				195	-635		-440	929
Variations comptabilisées en résultat	-3 530	-887	-4 417	1 232	-96		-3 281	680
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques				290			290	-326

Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	27 106		27 106	-604			26 502	45 309
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	-6 527		-6 527	-1 688			-8 215	-10 866
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	20 579		20 579	-2 002			18 577	34 117
Dette actuarielle calculée en fin de période	905 124	10 998	916 122	30 043	12 835		959 000	943 704

— Variation des actifs de couverture :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Exercice 2017	Exercice 2016
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail		
Juste valeur des actifs en début de période	1 049 936	1 049 936	13 719	5 879	1 069 534	1 018 751
Produit financier	17 221	17 221	148	49	17 418	20 022
Cotisations reçues			14 000		14 000	
Prestations versées	-18 074	-18 074			-18 074	-17 213
Autres				313	313	
Variations comptabilisées en résultat	-853	-853	14 148	362	13 657	2 809
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	-21 122	-21 122	282		-20 840	47 974
Variations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables	-21 122	-21 122	282		-20 840	47 974
Écarts de conversion						
Autres						
Juste valeur des actifs en fin de période	1 027 961	1 027 961	28 149	6 241	1 062 351	1 069 534

— Écarts de réévaluation sur les régimes postérieurs à l'emploi :

(En milliers d'Euros)	Compléments de retraite et autres régimes - CGPCE	Compléments de retraite et autres régimes autres	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2017	Exercice 2016
Écarts de réévaluation cumulés en début de période :	563	1 284	1 847	-1 886	-39	-3 500
Dont écarts actuariels	-154 539	1 284	-153 255	-1 886	-155 141	-141 285
Dont effet du plafonnement d'actif	155 102		155 102		155 102	137 785
Écarts de réévaluation générés sur l'exercice	41 701		41 701	-2 284	39 417	-13 857
Ajustements de plafonnement des actifs	-41 701		-41 701		-41 701	17 318
Écarts de réévaluation cumulés en fin de période	563	1 284	1 847	-4 170	-2 323	-39

Les rendements des actifs des régimes sont calculés en appliquant le même taux d'actualisation que sur le passif brut. L'écart entre le rendement réel à la clôture et ce produit financier ainsi calculé est un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres.

8.2.3. Charge actuarielle des régimes à prestations définies. — Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisées dans le poste « Charges de personnel ».

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2017	Exercice 2016
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Coût des services rendus		1 561	835		2 396	2 116
Coût des services passés						
Coût financier	14 543	353	105		15 001	17 513
Produit financier	-17 221	-148	-49		-17 418	-20 021
Prestations versées	-887	-877	-401		-2 165	-2 664
Cotisations reçues		-14 000			-14 000	
Autres (dont plafonnement d'actifs par résultat)	2 678	802	-949		2 531	3 749
Total de la charge de l'exercice (1)	-887	-12 309	-459		-13 655	693

(1) dont un produit de 13 655 milliers d'Euros constaté dans les frais de personnel et un versement de prestations et cotisations net de 16 165 milliers d'Euros.

8.2.4. Autres informations. — Principales hypothèses actuarielles :

	31/12/2017	31/12/2016
	CGPCE	CGPCE
Taux d'actualisation	1,58%	1,65%
Taux d'inflation	1,70%	1,60%
Table de mortalité utilisée	TGH05/TGF05	TGH05/TGF05
Duration (1)	19 ans	19 ans
(1) Le mode de calcul de la duration a été modifié en 2016 pour le contrat CGP-CE.		

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses. — Au 31 décembre 2017, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

En % et milliers d'Euros	CGP	
	%	Montant
Variation de + 0,5% du taux d'actualisation	– 8,48 %	-76 755
Variation de -0,5% du taux d'actualisation	+ 9,68 %	87 616
Variation de + 0,5% du taux d'inflation	+ 8,02 %	72 591
Variation de -0,5% du taux d'inflation	– 7,23 %	-65 440

— Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires :

(En milliers d'Euros)	CGP 31/12/2017	CGP 31/12/2016
N+1 à N+5	109 320	103 606
N+6 à N+10	130 641	126 004
N+11 à N+15	141 673	139 744
N+16 à N+20	137 832	138 744
> N+20	412 205	438 068

— Ventilation de la juste valeur des actifs du régime :

31/12/2017	CGP		Indemnités de fin de carrière	
	Poids par catégories en %	Juste valeur des actifs (milliers d'Euros)	Poids par catégories en %	Juste valeur des actifs (milliers d'Euros)
Instrument de capitaux propres	9,80%	100 740		
Instrument de dettes	88,20%	906 662		
Biens immobiliers	1,70%	17 475		
Autres actifs	0,30%	3 084	100,00%	28 149
Total	100,00%	1 027 961	100,00%	28 149

31/12/2016	CGP		Indemnités de fin de carrière	
	Poids par catégories en %	Juste valeur des actifs (milliers d'Euros)	Poids par catégories en %	Juste valeur des actifs (milliers d'Euros)
Instrument de capitaux propres	10,26%	107 759		
Instrument de dettes	89,02%	934 693		
Biens immobiliers	0,46%	4 873		
Autres actifs	0,25%	2 613	100,00%	13 719

#### Note 9. – Information sectorielle.

9.1. Définition des secteurs opérationnels. — Conformément à la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Directoire pour le pilotage de l'entité Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France, l'évaluation régulière de ses performances et l'affectation des ressources aux secteurs identifiés.

De ce fait, les activités du groupe Caisse d'Epargne Ile -de-France s'inscrivent pleinement dans le secteur Banque de proximité du Groupe BPCE.

9.2. Information par secteur opérationnel. — Le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

9.3. Information par zone géographique. — L'analyse géographique des indicateurs sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités. Le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France réalise ses activités en France.

#### Note 10. – Engagements.

Le montant communiqué correspond à la valeur nominale de l'engagement donné.

##### 10.1. Engagements de financement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés en faveur :		
Des établissements de crédit	107 973	162 953
De la clientèle	5 947 023	5 308 194
Ouvertures de crédit confirmées	5 940 657	5 271 255
Autres engagements	6 366	36 939
Total des engagements de financement donnés	6 054 996	5 471 147
Engagements de financement reçus :		
D'établissements de crédit		1 075 000
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		1 075 000

##### 10.2. Engagements de garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de garantie donnés :		
D'ordre des établissements de crédit	2 210	1 273
D'ordre de la clientèle	1 403 610	1 196 882
Total des engagements de garantie donnés	1 405 820	1 198 155
Engagements de garantie reçus :		
D'établissements de crédit	395 806	418 460
De la clientèle	24 000 211	20 959 300
Autres valeurs reçues en garantie	6 881 318	6 554 150
Engagements de garantie reçus	31 277 335	27 931 910

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des surêtes réelles autres que celles figurant dans la note 12 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

Les « valeurs affectées en garanties » figurent dans la note 12 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».

Les « valeurs reçues en garantie » et dont l'établissement peut disposer figurent dans la note 12 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

#### Note 11. – Transactions avec les parties liées.

Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les Sociétés locales d'épargne, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

11.1. Transactions avec les sociétés consolidées. — Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

— Dans ces conditions, sont renseignées ci-après les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les co-entreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- les entités qui sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au bénéfice des salariés ou des parties liées du groupe (CGP) ;
- les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Caisses d'Epargne prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que IT-CE, BPCE-Services Financiers...).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017		31/12/2016	
	BPCE	Autres	BPCE	Autres
Crédits	3 414 681	27 516	3 370 832	27 308
Autres actifs financiers	1 376 087	134 887	1 397 440	131 511
Autres actifs	38 973	466	12 495	4 382
Total des actifs avec les entités liées	4 829 741	162 869	4 780 767	163 201
Dettes	6 011 870	75 688	7 690 455	17 725

Autres passifs financiers				
Autres passifs	4 815	3 552	2 607	3 354
Total des passifs envers les entités liées	6 016 685	79 240	7 693 062	21 079
Intérêts, produits et charges assimilés	7 815	706	21 348	621
Commissions	-14 350		-1 729	-98
Résultat net sur opérations financières	31 938	10 356	26 948	9 264
Produits nets des autres activités		797		960
Total du PNB réalisé avec les entités liées	25 403	11 859	46 567	10 747
Engagements donnés	909 756	54 631	865 012	60 048
Engagements reçus		88 566	1 075 000	99 419
Engagements sur instruments financiers à terme				
Total des engagements avec les entités liées	909 756	143 197	1 940 012	159 467

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 16 - Périmètre de consolidation ».

11.2. Transactions avec les dirigeants. — Les principaux dirigeants sont les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de la Caisse d'Epargne Ile – de – France.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Avantages à court terme	2 440	2 509
Avantages postérieurs à l'emploi	144	135
Avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en actions		
Total	2 584	2 644

— Avantages à court terme : Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 2 440 milliers d'Euros au titre de 2017 (contre 2 509 milliers d'Euros au titre de 2016).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

— Avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail : Le montant provisionné au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève à 144 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (135 milliers d'Euros au 31 décembre 2016).

— Autres transactions avec les dirigeants mandataires sociaux :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Montant global des prêts accordés	2 011	1 878
Montant global des garanties accordées		

11.3. Relations avec les entreprises sociales pour l'habitat. — Partenaire historique du mouvement HLM, le Groupe BPCE est un participant essentiel à toute la chaîne du logement social. Il intervient en tant qu'opérateur (première banque privée du logement social dont les constructions sont notamment financées par la collecte du Livret A) et est l'un des principaux distributeurs de prêts locatifs sociaux (PLS) et de prêts locatifs intermédiaires (PLI). Le groupe intervient également pour certaines entreprises sociales pour l'habitat en tant qu'unique actionnaire de référence.

Considérant la substance économique des relations du groupe dans ce secteur d'activité, dont les acteurs font l'objet d'une réglementation spécifique, certaines entreprises sociales pour l'habitat ont été qualifiées de parties liées.

— Transactions bancaires réalisées avec les entreprises sociales pour l'habitat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Encours de crédit	48 476	54 211
Garanties données	290 147	218 732
Encours de dépôts bancaires	39 385	19 624

  

(En milliers d'Euros)	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits d'intérêts sur les crédits	1 279	1 190
Charges financières sur dépôts bancaires	-212	-123

Note 12. — Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer.

12.1. Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie :

(En milliers d'Euros)	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations		31/12/2017
	VNC	VNC	VNC	VNC	JV	VNC
Actifs financiers donnés en garantie						
Actifs financiers disponibles à la vente	3 011 121	39 321				3 050 442
Prêts et créances			12 815 100	5 003 683	4 796 770	17 818 783
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	324 498					324 498
Total des actifs financiers donnés en garantie	3 335 619	39 321	12 815 100	5 003 683	4 796 770	21 193 723
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	3 335 619	39 321	12 815 100	5 003 683	4 796 770	21 193 723

(En milliers d'Euros)	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations		31/12/2017
	VNC	VNC	VNC	VNC	JV	VNC
Passifs associés						
Actifs financiers disponibles à la vente		33 464				33 464
Prêts et créances sur la clientèle			640 630			640 630
Actifs détenus jusqu'à l'échéance						
Total des passifs associés des actifs financiers non intégralement décomptabilisés		33 464	640 630			674 094

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 33 464 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (234 955 milliers d'Euros au 31 décembre 2016).

La juste valeur des titrisations données en garantie est de 4 796 770 milliers d'Euros au 31 décembre 2017 (4 343 072 milliers d'Euros au 31 décembre 2016), la totalité concernant des actifs transférés non intégralement décomptabilisés.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

(En milliers d'Euros)	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations		31/12/2016
	VNC	VNC	VNC	VNC	JV	VNC
Actifs financiers donnés en garantie						
Actifs financiers disponibles à la vente	3.048.394	45.510	0	0	0	3.093.904
Prêts et créances	0	0	12.117.252	4.337.892	4.343.072	16.455.144
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	529.548	193.347	0	0	0	722.895
Total des actifs financiers donnés en garantie	3.577.942	238.857	12.117.252	4.337.892	4.343.072	20.271.943
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	3.577.942	238.857	12.117.252	4.337.892	4.343.072	20.271.943

(En milliers d'Euros)	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations		31/12/2016
	VNC	VNC	VNC	VNC	JV	VNC
Passifs associés						
Actifs financiers disponibles à la vente		38.007	0			38.007
Prêts et créances sur la clientèle		0	631.906			631.906
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		196.948	0			196.948
Total des passifs associés des actifs financiers non intégralement décomptabilisés		234.955	631.906			866.861

12.1.1. Commentaires sur les actifs financiers transférés. — Mises en pension et prêts de titres – Le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes desdites conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cessions de créance. — Le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre



de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

Titrisations consolidées. — Au 31 décembre 2017, 4 973 millions d'Euros d'obligations des FCT BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2014-04, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2014-05, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2014-06, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2014-07, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2014-08, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2016-01, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2017-01, BPCE MASTER LOANS FCT CLASS A 2017-02, BPCE CONSUMER LOANS FCT CL. A 2016-05 et BPCE HL CLASS A 2017-05, auto-souscrites par le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France et éliminées en consolidation, ont été prêtées à BPCE dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

En regard de ce montant, le Groupe CEIDF a obtenu des refinancements de BPCE, dans la limite de ses besoins en la matière.

12.1.2. Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés. — Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont BPCE SFH, SCF.

12.2. Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue. — Le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France n'a effectué sur l'année 2017 aucune cession de créances décomptabilisante

Note 13. — Informations sur les opérations de location financement et de location simple.

13.1. Opérations de location en tant que bailleur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location simple								
Paievements minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables	0	0	0	0	35	0	0	35

13.2. Opérations de location en tant que preneur :

— Immobilisations par catégorie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur nette comptable	0	0	0	0	0	0

— Paiements minimaux futurs :

Preneur (En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location simple								
Paievements minimaux futurs à payer au titre des contrats non résiliables	-25 017	-32 945	-20 452	-78 414	-23 937	-32 680	-31 681	-88 298
Paievements minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de sous location non résiliables				0				0

— Montants comptabilisés en résultat net :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Location simple		
Paievements minimaux	-29 869	-29 022

Note 14. — Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti.

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 4.1.6.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Actifs financiers au coût amorti				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12 261 421		3 532 397	8 729 024
Prêts et créances sur la clientèle	43 194 921		62 990	43 131 931
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	368 608	368 608		
Passifs financiers au coût amorti				
Dettes envers les établissements de crédit	8 778 528		8 626 451	152 077
Dettes envers la clientèle	44 937 327		16 398 368	28 538 959
Dettes représentées par un titre	163 071		163 071	
Dettes subordonnées				

(En milliers d'Euros)	31/12/2016			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Actifs financiers au coût amorti				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	12 597 408		3 076 669	9 520 739
Prêts et créances sur la clientèle	38 912 309		49 817	38 862 492
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	772 053	772 053		
Passifs financiers au coût amorti				
Dettes envers les établissements de crédit	10 487 827		10 338 012	149 815
Dettes envers la clientèle	41 093 397		13 085 209	28 008 188
Dettes représentées par un titre	6 235		6 235	
Dettes subordonnées				

#### Note 15. – Intérêts dans les entités structurées non consolidées.

15.1. Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées. — Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

— Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur / structurant / arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France restitue dans la note 15.2 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associées aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs. — La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du Code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation. — Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

— Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « commercial paper »).

Financements (d'actifs) structurés. — Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités. — Il s'agit d'un ensemble regroupant le restant des activités.

15.2. Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées. — Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

— Au 31 décembre 2017 :

(En milliers d'Euros)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités	Total au 31/12/2017
Actifs financiers à la juste valeur par résultat			11 647		11 647
Instruments dérivés de transaction			11 647		11 647
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)					
Instruments financiers classés en juste valeur sur option					
Actifs financiers disponibles à la vente	18 663	80 223	6 045	10 783	115 714
Prêts et créances	5 669	24 574	73 578	4	103 825
Total actif	24 332	104 797	91 270	10 787	231 186
Passifs financiers à la juste valeur par résultat					
Provisions					
Total passif					
Engagements de financement donnés			588	500	1 088
Engagements de garantie donnés			45 979		45 979
Garantie reçues			11 091		11 091
Exposition maximale au risque de perte			57 658	500	58 158
Taille de l'entité structurée	445 514	320 968	531 361	74 852	1 372 695

— Au 31 décembre 2016 :

(En milliers d'Euros)	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités	Total au 31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par résultat			19 677		19 677
Instruments dérivés de transaction			19 677		19 677
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)					

Instruments financiers classés en juste valeur sur option					
Actifs financiers disponibles à la vente	31 665	43 581	6 041	11 148	92 435
Prêts et créances	5 669	19 036	38 143	2 893	65 741
Total actif	37 334	62 617	63 861	14 041	177 853
Passifs financiers à la juste valeur par résultat					
Provisions					
Total passif					
Engagements de financement donnés			588	452	1 040
Engagements de garantie donnés			45 979		45 979
Exposition maximale au risque de perte			46 567	452	47 019
Taille de l'entité structurée	564 013	1 888 254	2 997 645	174 852	5 624 764

Au 31 décembre 2017, le groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France également détient des investissements dans des véhicules de titrisation externes au Groupe BPCE sous la forme de titres de dette pour un montant de 24 332 milliers d'Euros.

- Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :
- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

Au cours de la période le groupe n'a pas accordé sans obligation contractuelle ou aider à obtenir, de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

15.3. Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées. — Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

- Le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France n'est pas sponsor d'entités structurées.

#### Note 16. — Périmètre de consolidation.

16.1. Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2017. — Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Epargne Ile - de - France a évolué au cours de l'exercice 2017, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») mentionnées au paragraphe 16.2 : BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut.

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Epargne Ile - de - France contrôle et en conséquence consolidé, une portion de chacune de ces deux entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

16.2. Opérations de titrisation. — La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10.

Opération de titrisation interne au Groupe BPCE. — En 2017, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et BPCE Home Loans FCT 2017\_5 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 22 mai 2017.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (10,5 milliards d'Euros environ) à BPCE Home Loans FCT 2017\_5 et in fine, une souscription, par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par les entités *ad hoc*.

Elle prolonge l'opération BPCE Master Home Loans mise en place en mai 2014, toujours en vie, basée sur une cession de prêts immobiliers et complète ainsi de manière similaire la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cette opération permet de maintenir à un niveau élevé le collatéral du Groupe BPCE éligible aux opérations de refinancement de l'Eurosystème tout en diversifiant les actifs apportés à ce genre d'opérations.

A ce titre, le Groupe Caisse d'Epargne Ile-de-France a participé à cette opération à hauteur de 1 121 972 milliers d'Euros

16.3. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017. — Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentiel. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'Euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

— Entité consolidante : Caisse d'Epargne Ile de France :

Société	Implantation	Activité	Taux de détention	Méthode
Banque commerciale portugaise	France	Banque	80,10%	IG
Société Locale d'Epargne	France	Détention de parts sociales	100,00%	IG
SILO crédits immobiliers – 2014_5	France	Titrisation	10,60%	IG
SILO crédits immobiliers - 2017_5	France	Titrisation	17,81%	IG
SILO crédits consommation - 2016_5	France	Titrisation	9,13%	IG
IG : méthode d'intégration globale.				

16.4. Entreprises non consolidées au 31 décembre 2017 :

- Les entreprises non consolidées sont constituées :
  - d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
  - d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

— Les principales participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes, avec pour chacune, l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation (1)	Part de capital détenue	Motif de non consolidation (2)	Montant des capitaux propres (3) En milliers d'Euros	Montant du résultat (3) En milliers d'Euros
CE Holding Participations (ex-CE Holding Promotion)	France	13,91%	Absence de contrôle	627 138	35 067
SPPICAV AEW Foncière Ecuireuil (OPCI)	France	19,03%	Absence de contrôle	169 796	8 899

(1) Pays d'implantation.

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation sous influence notable comptabilisée à la juste valeur par résultat selon IAS 39 selon l'option ouverte par IAS 28 (J.V.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), entreprises sociales pour l'habitat qualifiée de partie liée (E.S.H.), etc.

(3) Montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu à la date de clôture et selon le référentiel comptable applicable en fonction du pays d'implantation.

— Les entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation (1)	Part de capital détenue	Motif de non consolidation (2)
CAPITAUX DECISIF	France	12,93%	non significativité
FONCIERE DES CAISSES D'EPARGNE	France	14,93%	non significativité
SCIENTIPOLE ILE DE FRANCE CAPITAL	France	N/S	non significativité
SEM DE MONTEVRAIN	France	12,59%	non significativité
SEM NOCEENNE - SEMINOC	France	15,22%	non significativité
SEMABA	France	13,33%	non significativité
SEMAP SAINT LOUIS*	France	10,40%	non significativité
SNC ECUREUIL 5 rue MASSERAN	France	13,91%	non significativité
SOLARVIP	France	12,50%	non significativité
AB HABITAT (ex: SCIC SEINE ACCESSION)	France	1,79%	non significativité
AXENTIA	France	N/S	non significativité
AXIMO	France	4,21%	non significativité
BPCE	France	6,96%	non significativité
BPCE APS	France	2,25%	non significativité
CE DEVELOPPEMENT	France	9,00%	non significativité
CHINA EQUITY LINKS	France	3,09%	non significativité
CITALLIOS (ex SEM 92)	France	2,73%	non significativité
CODEVAM	France	3,93%	non significativité
CRETEIL HABITAT SEMIC	France	0,03%	non significativité
DOMAXIA	France	5,94%	non significativité
ERIGERE	France	0,13%	non significativité
ESSONNE AMENAGEMENT	France	0,10%	non significativité
GARRIGUE	France	1,90%	non significativité
GEXIO	France	N/S	non significativité

HEDERA-FINANCES	France	2,87%	non significativité
ICADE	France	N/S	non significativité
ILE DE FRANCE CAPITAL	France	9,27%	non significativité
IMMOBILIERE 3F	France	1,40%	non significativité
ISSY MEDIA	France	2,24%	non significativité
LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE - RUF	France	0,00%	non significativité
LE LOGIS SOCIAL DU VAL D'OISE	France	7,73%	non significativité
LES EDITIONS DE L'EPARGNE	France	0,76%	non significativité
L'HABITATION CONFORTABLE	France	0,00%	non significativité
LOGIREP	France	9,50%	non significativité
MILLIFIN (en cours de liquidation)	France	0,12%	non significativité
NATIXIS FACTOR	France	N/S	non significativité
NATIXIS PAYEMENT SOLUTIONS	France	N/S	non significativité
PARIS SUD AMENAGEMENT (ex SEMMASSY)	France	0,69%	non significativité
PAX PROGRES PALLAS	France	2,04%	non significativité
SA HLM COOPERER POUR HABITER	France	0,72%	non significativité
SAEM D'HABITATION DE LOUVECIENNES	France	6,00%	non significativité
SAGASPOR (en cours de liquidation)	France	9,00%	non significativité
SAIEM de MEAUX	France	0,72%	non significativité
SAIEM de MOULIN A VENT	France	N/S	non significativité
SAIEM de SAINT GRATIEN	France	2,56%	non significativité
SAIEM de VAUJOURS (en cours de liquidation)	France	4,75%	non significativité
SCCI ARCADE	France	0,86%	non significativité
SCI DE LA VISION	France	10,00%	non significativité
SCIENTIPOLE AMENAGEMENT	France	4,79%	non significativité
SEM ENERGIES POSIT'IF	France	5,64%	non significativité
SEM DU PAYS DE FONTAINEBLEAU	France	8,70%	non significativité
SEM PLAINE COMMUNE DEVELOPPEMENT	France	4,24%	non significativité
SEM TAM	France	4,17%	non significativité
SEMAVO	France	1,16%	non significativité
SEMIA	France	6,00%	non significativité
SEMIDOR	France	5,65%	non significativité
SEMP	France	0,20%	non significativité
SEMPFA	France	6,80%	non significativité
SEMISE	France	1,10%	non significativité
SEMIV	France	4,83%	non significativité
SEMNA	France	8,24%	non significativité
SEMPRO	France	10,00%	non significativité
SEMRO	France	6,67%	non significativité
SEQUANO AMENAGEMENT	France	1,20%	non significativité
SIEM SAINT MAUR DES FOSSES	France	5,58%	non significativité
SIFA	France	0,89%	non significativité
SIPAREX DEVELOPPEMENT (en cours de liquidation)	France	1,25%	non significativité
SOCFIM	France	N/S	non significativité
SOGEMAC HABITAT	France	2,60%	non significativité
SOTREMA	France	4,98%	non significativité
SPPICAV VIVERIS ODYSSEE	France	4,26%	non significativité
SUD DEVELOPPEMENT	France	2,09%	non significativité
VALOPHIS SAREPA	France	5,84%	non significativité
BPCE	France	6,96%	non significativité
FGDR	France	NC	non significativité
IT-CE	France	9,55%	non significativité
BPCE ACHATS	France	2,93%	non significativité
GCE MOBILIZ	France	3,73%	non significativité

GIE BPCE SERVICES FINANCIERS	France	1,93%	non significativité
GIE BPCE TRADE	France	5,88%	non significativité
GIE CE SYNDICATION RISQUES	France	3,82%	non significativité
GIE ECOLOCALE	France	11,23%	non significativité
GIE ECUREUIL CREDIT	France	0,93%	non significativité
GIE NEUILLY CONTENTIEUX	France	0,35%	non significativité
SCI DE LA CROIX BLANCHE	France	24,99%	non significativité
CAISSE D'EPARGNE ILE-DE-FRANCE CAPITAL INVESTISSEMENT	France	36,75%	non significativité
IMMOBILIERE THOYNARD ILE-DE-FRANCE	France	100,00%	non significativité
SCI RESIDENCE LE CLOS DU BELEM (en cours de liquidation)	France	100,00%	non significativité

(1) Pays d'implantation.

(2) Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), non significativité (N.S.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation sous influence notable comptabilisée à la juste valeur par résultat selon IAS 39 selon l'option ouverte par IAS 28 (J.V.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), entreprises sociales pour l'habitat qualifiée de partie liée (E.S.H.), etc.

Note 17. – Honoraires des commissaires aux comptes.

— Honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leurs réseaux :

Montants (En milliers d'Euros)	MAZARS			
	Montant		%	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés :	287	277	95%	95%
Emetteur	200	204		
Filiales intégrés globalement	87	73		
Services Autres que le Commissariat aux comptes – SACC :	16	16	5%	5%
Emetteur	11	11		
Filiales intégrés globalement	5	5		
Total	303	293	100%	100%
Variation (%)	3%			

Montants (En milliers d'Euros)	PricewaterhouseCoopers			
	Montant		%	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés :	200	195	100%	100%
Emetteur	200	195		
Filiales intégrés globalement	0	0		
Services Autres que le Commissariat aux comptes – SACC :	0	0	0%	0%
Emetteur	0	0		
Filiales intégrés globalement	0	0		
Total	200	195	100%	100%
Variation (%)	3%			

Montants (En milliers d'Euros)	Total			
	Montant		%	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés :	487	472	97%	97%
Émetteur	400	399		
Filiales intégrés globalement	87	73		
Services Autres que le Commissariat aux comptes – SACC :	16	16	3%	3%
Émetteur	11	11		
Filiales intégrés globalement	5	5		
Total	503	488	100%	100%
Variation (%)	3%			

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Aux sociétaires,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse d'Épargne et de prévoyance Île-de-France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

2. Fondement de l'opinion.

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

— Mazars : la mission réalisée sur l'exercice 2017 a porté sur la mission de vérification des informations sociales, environnementales et sociétales mentionnées dans la partie RSE du rapport de gestion au titre de la mission d'organisme tiers indépendant

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit : En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective :

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Caisse d'Épargne et Prévoyance Île-de-France est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Votre Caisse constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés. Les dépréciations collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres au groupe BPCE).</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction. En particulier dans le contexte de coût du risque bas que connaît votre Caisse sur son marché principal, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière cette année.</p> <p><i>Le stock de dépréciation et de provisions sur les encours de crédits s'élève à 373 M€ pour un encours brut de 64 972 M€ (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 693 M€) au 31 décembre 2017. Le coût du risque sur l'exercice 2017 s'élève à 55 M€ (contre 45 M€ sur l'exercice 2016).</i></p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables et les</i></p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.</p> <p>Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Concernant les dépréciations collectives, nos travaux sont pour l'essentiel fondés sur une prise de connaissance critique des conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE, avec l'appui de leurs experts, relatifs aux évolutions méthodologiques impactant le modèle de provisionnement collectif, ainsi qu'aux tests rétrospectifs sur base historique, qui conduisent à la détermination des principaux paramètres de provisionnement.</p>



*expositions, se référer aux notes 2.4.1.7, 2.5.6.2, 2.6.7 et 2.7.1.3 de l'annexe aux comptes consolidés.*

— Valorisation des titres BPCE :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 16 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres disponibles à la vente, est déterminée sur la base de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des titres des principales filiales de BPCE.</p> <p>Les principales filiales de BPCE sont valorisées principalement à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées sont également prises en considération dans l'exercice de valorisation.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre, en outre, la valorisation de l'organe central lui-même, au travers des coûts de structure et de la trésorerie centrale, valorisés sur la base de données prévisionnelles, ainsi que les marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant.</p> <p>Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE SA constitue un point clé de l'audit en raison de l'importance de cette ligne de titres au sein du bilan consolidé de votre Caisse ainsi que de la sensibilité de la valorisation de ce titre à certains paramètres dont l'estimation fait appel au jugement de la direction.</p> <p><i>La juste valeur des titres BPCE s'élève à 1 212 M€ au 31 décembre 2017.</i></p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 2.4.1.6, 2.5.5.2 et 2.5.5.4 de l'annexe.</i></p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>— Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la réalisation d'une valorisation indépendante et contradictoire des principales contributions à l'actif net réévalué de BPCE. Cela se traduit par l'obtention et la revue critique des Plans Moyen Terme des filiales et principales participations (NATIXIS, Crédit Foncier de France, BPCE International, Banque Palatine) et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité,</li> <li>– la validation des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE SA valorisés sur la base de données prévisionnelles,</li> <li>– l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire déterminée par un expert indépendant en 2016, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors du précédent exercice.</li> </ul>

4. Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires.

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Île-de-France le 18 juillet 2003 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et le 29 avril 2003 pour le cabinet Mazars l'historique du mandat Mazars n'ayant pas pu être reconstitué antérieurement.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 15<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption. A cette date, la durée de la mission sans interruption de Mazars était supérieure à 24 années.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

6. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet

de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

— En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— Rapport au comité d'audit : Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 9 avril 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

PricewaterhouseCoopers Audit:

Nicolas MONTILLOT

Agnès HUSSHERR

Mazars :

Charles De BOISRIOU

### VIII. — Rapport de gestion annuel du directoire.

Le rapport de gestion annuel du Directoire, incluant le rapport sur la gestion du groupe, est tenu à disposition du public au siège social de la Caisse d'Épargne Île-de-France – 19 rue du Louvre – 75001 PARIS, ainsi qu'à son siège administratif – 26/28 rue Neuve Tolbiac – 75013 PARIS.